

Conseil de Communauté  
du 28 juin 2018  
♦♦♦♦♦♦♦♦  
PROCES VERBAL DE REUNION

N°	
1	DECHETS - création d'une nouvelle déchetterie sur Mayenne Communauté
2	Budget général – Adoption du Compte de gestion 2017
3	Budget général – Adoption du Compte administratif 2017
4	Budget général – Affectation du résultat 2017
5	Budget annexe du parc d'activités des Haras – Adoption du Compte de gestion 2017
6	Budget annexe du parc d'activités des Haras – Adoption du Compte administratif 2017
7	Budget annexe du parc d'activités des Haras – Reprise du résultat de 2017
8	Budget annexe du parc d'activités de Coulonges – Adoption du Compte de gestion 2017
9	Budget annexe du parc d'activités de Coulonges – Adoption du Compte administratif 2017
10	Budget annexe du parc d'activités de Coulonges – Reprise du résultat de 2017
11	Budget annexe du parc d'activités du Berry – Adoption du Compte de gestion 2017
12	Budget annexe du parc d'activités du Berry – Adoption du Compte administratif 2017
13	Budget annexe du parc d'activités du Berry – Reprise du résultat 2017
14	Budget annexe du parc d'activités de Poirsac III – Adoption du Compte de gestion 2017
15	Budget annexe du parc d'activités de Poirsac III – Adoption du Compte administratif 2017
16	Budget annexe du parc d'activités de Poirsac III – Reprise du résultat 2017
17	Budget annexe du parc d'activités de Montrieux – Adoption du Compte de gestion 2017
18	Budget annexe du parc d'activités de Montrieux – Adoption du Compte administratif 2017
19	Budget annexe du parc d'activités de Montrieux – Reprise du résultat 2017
20	Budget annexe du parc d'activités de La Lande – Adoption du Compte de gestion 2017
21	Budget annexe du parc d'activités de La Lande – Adoption du Compte administratif 2017
22	Budget annexe du parc d'activités de La Lande – Reprise du résultat 2017
23	Budget annexe du parc d'activités de l'Orgerie – Adoption du Compte de gestion 2017
24	Budget annexe du parc d'activités de l'Orgerie – Adoption du Compte administratif 2017
25	Budget annexe du parc d'activités de l'Orgerie – Reprise du résultat 2017
26	Budget annexe de la Z.A Développement Durable – Adoption du Compte de gestion 2017
27	Budget annexe de la ZA Développement Durable – Adoption du Compte administratif 2017
28	Budget annexe de la ZA Développement Durable – Reprise du résultat 2017
29	Budget annexe de la Z.A de Lassay – Adoption du Compte de gestion 2017
30	Budget annexe de la ZA de Lassay – Adoption du Compte administratif 2017
31	Budget annexe de la ZA de Lassay – Reprise du résultat 2017

32	Budget annexe de la Z.A du Corps – Adoption du Compte de gestion 2017
33	Budget annexe de la ZA du Corps – Adoption du Compte administratif 2017
34	Budget annexe de la ZA du Corps – Reprise du résultat 2017
35	Budget général – Acquisitions et cessions 2017 – Bilan
36	Budget annexe du SPANC – Adoption du Compte de gestion 2017
37	Budget annexe du SPANC – Adoption du Compte administratif 2017
38	Budget annexe du SPANC – Affectation du résultat 2017
39	Budget annexe Prestations de services– Adoption du Compte de gestion 2017
40	Budget annexe Prestations de services – Adoption du Compte administratif 2017
41	Budget annexe Prestations de service – Affectation du résultat 2017
42	Budget annexe Leader – Adoption du Compte de gestion 2017
43	Budget annexe Leader – Adoption du Compte administratif 2017
44	Budget annexe Leader – Reprise du résultat 2017
45	Budget annexe Déchets Ménagers – Adoption du Compte de gestion 2017
46	Budget annexe Déchets Ménagers – Adoption du Compte administratif 2017
47	Budget annexe Déchets Ménagers – Affectation du résultat 2017
48	Finances - Avenant N°2 à la convention de mise à disposition de moyens matériels et logistiques entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté prenant effet au 1er juillet 2018
49	Finances – Budget annexe de zones – Zone d'activités de Lassay - Exercice 2018 – Décision modificative n°1
50	Finances – Budget Principal – Exercice 2018 – Décision modificative n°2
51	Finances – Centre Aquatique – Autorisation de programme et crédits de paiement – Modification
52	GEMAPI – Bassin versant de la Colmont et ses affluents - Signature d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage et financement d'un poste d'animation entre La Communauté de Communes du Bocage Mayennais et Mayenne Communauté
53	Tarifs de la taxe de séjour applicables au 1er janvier 2019
54	Approbation d'un projet de convention de servitudes au profit de GRDF
55	Économie – Vente à la SCI Batiro
56	Musée du Château – Modification des tarifs d'entrée
57	Marchés publics – Travaux de construction du bâtiment du Pôle de santé de Mayenne Communauté - LOT 4 « Charpente métallique - Métallerie » - Avenant n° 2
58	Marchés publics – Travaux de construction du bâtiment du Pôle de santé de Mayenne Communauté - LOT 6 « Doublages – Cloisons sèches - Plafonds » - Avenant n° 4
59	Marchés publics – Travaux de construction du bâtiment du Pôle de santé de Mayenne Communauté - LOT 13 « Electricité » - Avenant n° 5
60	Marchés publics – Aménagement des abords du Pôle de santé pluridisciplinaire - LOT 1 « Terrassements, voirie, eaux pluviales, eaux usées et signalisation » - Avenant n° 2

61	Marchés publics – Restructuration et extension du cinéma Le Vox à Mayenne - LOT 10 « Peinture – Revêtements muraux et sols souples » - Avenant n° 3
62	Fourniture de titres de restauration (18FOU01) - Groupement de commandes - AO – Autorisation de signature du marché
63	Ressources Humaines - DST – création d'un poste d'agent technique et suppression du poste d'agent de maîtrise service des espaces verts
64	Ressources Humaines - DEJS – Affaires scolaires - création d'un poste d'ATSEM
65	Ressources Humaines - DG – SERE – création d'un poste d'adjoint administratif et suppression d'un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe
66	Ressources Humaines - DST – VOIRIE – création d'un poste d'adjoint technique et d'un poste d'adjoint technique principal 2e classe et suppression de 2 postes d'adjoint techniques principal de 1ère classe
67	Ressources Humaines - DST – PRESTATIONS DE VOIRIE – création d'un poste d'adjoint technique et suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 1ère classe
68	Ressources Humaines - DAME – COLLECTE DES DECHETS – création d'un poste d'adjoint technique et suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 1ere classe
69	Ressources Humaines - DEJS – animation jeunesse - Mayenne Communauté - Créations et suppression de poste suite à la réussite à concours
70	Ressources Humaines - DRH – Créations et suppression de poste suite aux promotions internes
71	Ressources Humaines - DRH – Avancement de grades
72	Ressources Humaines - DST – BATIMENTS – création d'un poste d'adjoint technique et suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 1ère classe
73	Aménagement - Élaboration du PLUi - Application du décret du 28 décembre 2015 sur la présentation du règlement
74	Prise de participation de Mayenne Communauté au capital de la société anonyme d'économie mixte Laval Mayenne Aménagements
75	Aménagement – Site Patrimonial Remarquable – Composition de la Commission Locale
76	Convention entre Mayenne Communauté et le Conseil Départemental – Intervention sur notre territoire des éducateurs de prévention de l'association Sauvegarde Mayenne-Sarthe
77	Finances – Budget annexe des déchets ménagers – Exercice 2018 – Admission en non-valeur de divers produits intercommunaux
78	Nettoyage des locaux de la piscine La Vague et du Pôle culturel Le Grand Nord à Mayenne (18SER20) - AO – Autorisation de signature du marché

### Récapitulatif des conventions et contrats signés avec Mayenne Communauté

Hop Cie	Convention d'animations	620,00 €
Ville de Laval	Conventions d'animations	282,37 €
Cultures du coeur	Convention de partenariat	6 entrées gratuites/trimestre
Sandrine BRUGOT MAILLARD	Convention pour rencontre littéraire	385,00 €
La Muse	Convention d'intervention au musée	700,00 €
Les aventuriers d'un autre temps	Convention d'intervention au musée	685,00 €
Compagnie des arbres et des hommes	Convention d'intervention au musée	2 375,00 €
Payaso Loco	Convention d'intervention au musée	2 558,00 €
Terre de Lys	Convention d'intervention au musée	350,00 €
Bernard Dujarrier	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €

# Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 28 juin 2018 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	54
Contre :	3
Pour :	47
Abstention :	4
Quorum :	30

L'an deux mille dix-huit, le vingt-deux juin, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

## Sont présents :

### En qualité de titulaires :

M. ANGOT, Président, M. SOUTIF, 1er Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 2ème Vice-Président, Mme MORIN, 4ème Vice-Présidente, M. LE SCORNET, 5ème Vice-Président, M. VALPREMIT, 6ème Vice-Président, M. BOISSEAU, 8ème Vice-Président, M. BOURGUIN, 9ème Vice-Président, M. BORDELET, 10ème Vice-Président, M. COISNON, 11ème Vice-Président, MM. GUIHERY, FORET, CHOUZY, SABRAN, JEUSSE, DELAHAYE, Mme FOUBERT, M. SONNET, Mme BELLON, MM. GARNIER, DOYEN, Mme GONTIER, M. JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. BRODIN, TRANSON, COULON, RIOULT, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, SOULARD, THELIER, BODINIER, BAR, COUTURIER, LODE, BEUNEUX, M. PAILLASSE, Mmes ADAM, PELE, M. ORDRONNEAU, Mmes CREUSIER, GENEST.

### En remplacement du titulaire absent :

M. BOITTIN est remplacé par M. FRETARD

M. RAILLARD, 7ème Vice-Président, donne pouvoir à Mme SOULARD

M. HEURTEBIZE donne pouvoir à M. DELAHAYE (quitte la séance au point n°2 et est remplacé par Mme BEAUDOUIN)

M. LANDEMAINE donne pouvoir à M. BOURGUIN

M. LAVANDIER donne pouvoir à Mme COUTURIER

Mme LANCIEN donne pouvoir à M. LE SCORNET

M. LESAINTE donne pouvoir à Mme BELLON

M. REBOURS donne pouvoir à M. ANGOT

Mme OLIVIER donne pouvoir à Mme CREUSIER

M. MORIN donne pouvoir à Mme LODE

M. FAUCON donne pouvoir à Mme ADAM

### Excusés :

M. MOLL, 3ème Vice-Président, MM. POIRRIER, NEVEU, BEAUJARD.

Mme CREUSIER a été désignée secrétaire.

**M. le Président** refuse aux Commerçants présents au conseil d'afficher une banderole en expliquant qu'il les reçoit et les écoutera mais que le conseil n'est pas le lieu pour la banderole.

**M. le Président** propose au conseil communautaire de modifier l'ordre des délibérations en commençant par la numéro 55 relative au sujet des déchets. Il explique aux habitants de la commune de Commer le déroulé et notamment la prise de parole de ces derniers à travers leur maire, M. Delahaye après la présentation du rapport de Mme Morin.

## **1 - DECHETS - création d'une nouvelle déchetterie sur Mayenne Communauté**

### **Mme MORIN expose :**

En application des nouvelles dispositions de la rubrique 2710 des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, la collectivité a fait réaliser au printemps 2015 un audit réglementaire de ses déchetteries et points de collecte pour en vérifier la conformité (déchets dangereux, risque de chute, etc.). Cette première analyse obligatoire a été complétée par une étude plus approfondie début 2016. Ainsi, le bureau d'études Atlance a été missionné pour réaliser un « schéma directeur des déchetteries » afin de vérifier l'adéquation du parc des déchetteries aux besoins du territoire et de bâtir une stratégie d'optimisation à long terme. Le résultat de cette étude avait fait apparaître qu'une remise aux normes de l'ensemble des sites à l'identique pourrait approcher les 4 millions d'euros. Au regard des capacités d'investissement du service, Mayenne Communauté a délibéré le 3 novembre 2016 sur un schéma directeur des déchetteries basé sur un plan pluri-annuel d'investissements avec un objectif de dégager 2 millions d'euros sur 10 ans.

Ainsi, les investissements sur les sites prioritaires ont débuté : des travaux de rénovation/extension ont été réalisés sur la déchetterie de Lassay-les-Châteaux en 2018 et des aménagements sont prévus sur Parigné-sur-Braye dès 2019. La mise aux normes des autres sites maintenus dans le cadre du schéma directeur se fera au fur et à mesure (sites de Ricordeau au Ribay et de Martigné-sur-Mayenne).

La délibération du 3 novembre 2016 posait un principe sur lequel il était convenu de statuer ultérieurement : *« approfondir la réflexion sur la partie Sud Est du territoire : les sites de Commer, Aron, Jublains n'accueillent pas tous les flux et proposent des plages horaires restreintes. Leur mise aux normes à l'identique soulève des questions budgétaires et techniques (espace disponible par exemple). De même, la vétusté et le positionnement géographique du site de St Fraimbault-de-Prières (Guélaintain) pose la question de la pertinence de sa réhabilitation. En l'état, des investigations complémentaires sont nécessaires afin d'évaluer l'opportunité d'adapter l'offre sur l'ensemble du territoire concerné par ces sites (création d'une nouvelle déchetterie avec ou sans maintien de certains sites, réhabilitation avec homogénéisation des flux collectés, etc.). Les investissements prévus sur les sites prioritaires doivent dégager le temps nécessaire à cette réflexion ».*

Cette réflexion a donc été approfondie au fur et à mesure des échanges en commission déchets. Une prescription est également inscrite dans le SCOT de Mayenne Communauté qui a été arrêté lors du conseil du 17 mai dernier. Elle annonce *« Permettre la modernisation du réseau de déchetteries, notamment par la création d'un nouveau site à implanter à l'est de Mayenne, de même envergure que celui de Parigné-sur-Braye, pour disposer d'un équipement fonctionnel en remplacement des installations vétustes existantes (St-Fraimbault-de-Prières, Aron, Jublains voire Commer). »*

La commission déchets du 14 mai dernier ainsi que le bureau communautaire du 5 juin dernier ont confirmé la pertinence de la création d'une nouvelle déchetterie à horizon 2020/2021 en remplacement des installations vétustes existantes. Le principe a été acté d'une implantation à Aron sur la future zone d'activités qui est prévue entre la RD113 et la 3<sup>ème</sup> tranche de la déviation (espace nécessaire d'environ 1 hectare).

Elle garantirait aux usagers de disposer d'un site :

- En mesure d'accueillir l'ensemble des déchets (y compris déchets électriques, déchets dangereux)

- ouvert 6 jours /7
- à 10 minutes ou moins du centre bourg de leur commune de résidence (pour les communes où un écopoint existait)
- et aux normes (chute, environnement, espaces de circulation, etc.).

L'investissement est estimé à près d'un million d'euros, y compris acquisition du terrain (la mise aux normes des écopoints étant estimée à 825k€, et ce sans garantir l'accueil de tous les flux de déchets).

**M. le Président** réprecise l'objet de la délibération, à savoir la création d'une nouvelle déchetterie à Aron et non l'avenir du point de collecte à Commer.

**M. DELAHAYE** : « Je remercie les Commerois qui sont venus plus d'une centaine de Commer. On n'a pas fait des économies en terme de bilan de carbone ce soir mais on fera mieux les prochaines fois. Je remercie les 600 signataires de la pétition et les 200 personnes qui sont venues faire une photo avec le courrier de la Mayenne. Je remercie aussi les élus pour leur écoute dans les prochaines minutes. La délibération aujourd'hui nous propose la création d'une nouvelle déchetterie sur Mayenne Est. Le comité de défense du point de collecte (élus et société civile) ne conteste pas du tout l'ouverture de cette nouvelle déchetterie. Moi non plus. Ce n'est surtout pas l'objet. La problématique qui réside aujourd'hui c'est que dans le SCOT, qui figera les objectifs communautaires de demain, on entend la fermeture de Commer et je l'avais déjà signalé lors du dernier conseil communautaire. Ce qui est contesté c'est que Commer apparaisse dans le SCOT en terme de fermeture alors que pour nous c'est infondé pour de nombreuses raisons. Pour reprendre l'historique et pour informer un peu plus la population, que nous avons informée de manière légitime et avec les bonnes informations (création d'une nouvelle déchetterie qui entraîne la fermeture de 4 points de collecte y compris Commer), c'est bien ce dernier point qui nous embête. Si on amplifie le service publique sur la communauté, j'en suis très heureux. Mayenne a une très grosse déchetterie à l'Ouest mais pas à l'Est. C'est très bien qu'elle en ait car il y a un potentiel d'habitants qui est là. Les Aronnais représentent aussi quelque chose. C'est normal d'avoir ce service et cette création que j'entends tout à fait avec les flux.

Le point de contestation et nous serons inflexibles, c'est de voir disparaître la déchetterie de Commer dans le SCOT « voire Commer ». Pour nous, c'est infondé. Pour reprendre le courrier du 18 juin qui vous a été envoyé, vous nous avez bien informés qu'il a été réalisé un audit au printemps 2015 des déchetteries et points de collecte pour en vérifier la conformité. Début 2016, il y a eu une étude approfondie pour réaliser un schéma directeur des déchetteries afin d'établir une stratégie qui correspondait aux besoins du territoire. A ce niveau, se posait la question pour nous des objectifs poursuivis de cette démarche. Qu'est-ce que nous priorisons ? Le lien social avec la proximité de service, l'évolution démographique, la protection des publics en difficulté, la mixité des populations ou des optimisations à caractère économique, réduction des coûts pour la collectivité et impacts financiers pour les usagers ? L'ensemble des objectifs, souvent s'opposent et pour nous, il était important d'éclaircir les points. On sait quand on tire sur un élastique, il y a quelque chose d'autre qui vient de l'autre côté. Chaque élu et chaque conseil peut avoir ses priorités mais on voulait être sûrs d'avoir à peu près les mêmes que les vôtres. Le résultat de cette étude a fait apparaître une mise aux normes qui approcherait des 4 millions d'euros. On comprend tout à fait les nécessités financières de la Communauté dans laquelle nous sommes aussi cotisants pour ainsi éviter l'impact de l'impôt. L'impôt n'est pas toujours quelque chose de néfaste. En 2014, à Commer, on a connu des difficultés financières et on a relevé des impôts. Ma population a su me dire après qu'il fallait mieux qu'on lève l'impôt et qu'on garde le service public plutôt que le contraire. Ce sont des choix politiques et il faut les assumer et pour ma part, je les assume très bien. Si mes Commerois m'en veulent, tampsis, j'aurais au moins maintenu le service public.

Depuis 2016, les communes de St Georges et Commer ont exprimé leurs inquiétudes sur la nécessité de conserver les services de proximité et la possibilité d'étendre les horaires d'ouverture et avaient émis des remarques dans ce sens. Ce projet n'avait pas été rétenu. Ensuite, vous nous exprimez les différents investissements prioritaires qui sont nécessaires et la délibération du 3 novembre 2016 posait le principe qu'il

était convenu de statuer ultérieurement pour approfondir la réflexion sur la partie sud ouest du territoire. La commune de Commer rappelait que pour son site l'extension horaire de son ouverture n'était pas problématique. A ce titre, j'ai regardé les horaires et on est en-dessous de nos collègues. On n'avait pas non plus de problématique d'extension pour du foncier. Le terrain qui jouxte la déchetterie appartient à notre commune. On a bien noté que le choix était fait de ne pas fermer à Martigné car je pense qu'il y a la population la plus en croissance et c'est un fer de lance de notre communauté. Cependant, ce n'est pas parce qu'on ne choisit pas entre deux voisins qu'on doit en liquider un sur les deux. Notre commune n'a pas fait la demande d'avoir tous les flux. On n'a pas demandé à récupérer les huiles, les piles et les transistors. Ça ne nous intéresse pas ! Avant, il y avait, maintenant, il n'y a pas et ça fonctionne. Je suis certain que quelqu'un qui va avoir un grille-pain en panne sera capable d'aller une fois par an à Parigné ou à Martigné et ça a du sens. Il est évident qu'on ne va pas demander à la Communauté de faire un effort dans ce sens. Ce serait déraisonnable et je pense que les Commerois sont raisonnables. En conclusion, on souhaite surtout conserver notre service existant. D'autant plus que le point de collecte est récent car il a été créé en 2008. Beaucoup de personnes de Moulay viennent sur le site de Commer. La réflexion a été approfondie. Lors du conseil municipal du 15 mars 2018, les élus de Commer ont refusé cette prescription à l'unanimité qui visait à supprimer l'installation de Commer et nous avons déjà exprimé ce point lors du conseil communautaire du 17 mai. Egalement, dans le courrier qu'on vous a émis, on vous rappelait les différents frais notamment avec la restauration du point de Commer. Quand on regarde le rapport plus en détail, les travaux à hauteur de 217 000 euros étaient sans doute un peu exagérés. Le premier point est une largeur de quai qui serait nécessaire à bâtir pour 31 000 euros pour faire passer les piétons alors qu'aujourd'hui deux véhicules passent sur la plateforme. Le deuxième point est qu'on nous parle de créer une réserve d'eau de 60 m<sup>3</sup> pour 2 heures de débit. Quand on sait qu'il y a un étang qui est juste à côté et qu'il faut demander l'autorisation au voisin pour pomper dedans s'il y avait le feu, je ne pense pas qu'il dirait non. Le troisième point est qu'on nous parle d'un éclairage par projecteur à hauteur de 10 800 euros alors que les horaires d'ouverture du point de collecte ne dépassent pas 17 heures en hiver et 18 heures en été. Pour éclairer quoi, on ne sait pas mais il faut de l'éclairage. On se pose également la question de l'utilité de collecter les eaux pluviales de ruissellement dans un décanteur à déshuileur qui coûterait 10 000 euros alors qu'en fait on ne récupère pas les huiles. On pourrait se demander pourquoi il faut construire un local avec un gardien et un coin repas qui coûterait plus de 100 000 euros sachant que les horaires d'ouverture de nos agents sont de 13h30 à 16h et de 16h à 18h, en l'occurrence je ne pense pas qu'ils mangent dans ces horaires. En plus, l'atelier communal est à moins de 100 mètres du point de collecte et les douches et commodités nécessaires sont présentes et aux normes. Sans jeter la pierre au cabinet, on s'aperçoit que sur 217 000 euros d'investissement il y en a 190 000 sur lesquels on peut se poser de nombreuses questions.

Au-delà de ça, c'est vrai, nous défendons d'autres idées avec le collectif qui sont de plusieurs ordres.

- Le premier est d'ordre écologique. Aujourd'hui, le point de collecte de Commer existe, on va créer une nouvelle déchetterie qui va manger un hectare de surface alors qu'aujourd'hui on va créer un PLU ou un SCOT qui nous disent qu'il faut économiser le foncier agricole. De l'autre côté on va fermer 4 structures existantes qui elles mêmes ont déjà de l'emprise et ne sont pas prêtes à redevenir agricoles.
- Le deuxième point écologique est que la réduction des gazs émis en conservant les courts trajets pour les véhicules, c'est peut être une petite économie écologique mais quand on voit les nombreux trajets réalisés par les Commerois qui vont à la déchetterie et j'en sais quelque chose car j'ai le bonheur de tenir cette déchetterie une fois de temps en temps, je pense que ce n'est pas rentable en terme d'écologie.
- Le troisième point concerne les dépôts sauvages. Aujourd'hui, ils sont peu existants sur la commune sauf pour les problèmes de déchets ménagers. Plus on aura de points de collectes et de déchetteries et plus on aura une communauté propre. On a tous intérêt à avoir une communauté propre qu'une communauté sale.



Nous précisons que c'est un fort vecteur de lien social. Quand j'ai le plaisir de tenir cette déchetterie, j'y rencontre beaucoup d'administrés, certains que je connais, d'autres que je ne connais pas et j'ai le plaisir d'échanger avec eux. Je n'y vais pas trop souvent car sinon je reviens à chaque fois avec un carnet plein et je récupère quelques doléances qui sont justifiées et qui méritent l'intérêt de nos usagers. C'est un lieu de rencontre, on peut se rencontrer au cinéma mais aussi à la déchetterie. Il permet de conforter une mixité sociale dans un cadre rural. Il faudra m'expliquer comment demain on veut ramener une certaine population dans les petites communes s'il n'y a plus un seul service. Si on ferme tous les services, tout le monde se rapproche de la ville et des villes centre, comme à Laval agglomération, et les petites communes dégringolent en population. Ça ne risque pas de s'arranger car quand il n'y a plus de services, les gens fuient et c'est logique.

Aujourd'hui, on parle à la population de communauté de communes. Pour certains, la communauté, ils ne savent pas trop ce que c'est. Ils savent surtout qu'ils paient des impôts mais ils ne savent pas à qui. Au final, pour développer l'esprit communautaire, il faut surtout des outils communautaires. Quand on fait disparaître les outils communautaires d'un environnement communal, je trouve que c'est un très mauvais signal. C'est remonter la population contre une communauté car quand on les entend parler, ils nous disent que ça ne sert à rien. Il faut être élu pour s'en rendre compte.

Il est vrai que la sauvegarde de tous les services de proximité, c'est aussi la reconnaissance d'une ruralité soutenue. Quand on ferme l'ensemble de ces services, je ne vois pas où la population va avoir le sentiment de ne pas être qu'un collecteur d'impôts. Quand on garde ces services, si modestes soient-ils, c'est toujours une reconnaissance de ce que fait la communauté pour eux.

Je discutais l'autre jour avec quelqu'un qui habite dans la Manche et il m'expliquait le système de méga déchetterie. Quand elle va pour déposer 3 planches, elle met une heure avant d'accéder aux quais. Ce n'est pas le cas chez nous et heureusement car nous avons les points de collecte.

C'est aussi une protection économique des habitants. Si vous ne les faites pas rouler, ils font un peu de gain d'essence, sachant que le revenu moyen par habitant n'est pas très élevé. Si on peut les préserver un peu plus c'est toujours un peu mieux.

Le collectif commerois a demandé au conseil communautaire à travers leurs valeurs de trouver quelque chose qui a du sens afin de garder ce site dont l'utilité publique est démontrée et de retirer du SCOT toute hypothétique remise en cause. Il est évident que le projet de déchetterie entre Mayenne et Aron n'est surtout pas pour nous un obstacle mais un service en plus pour les habitants. On veut juste garder ce qu'on a, ce qui confortera le service public communautaire et de proximité.

Suite à ce courrier, vous nous avez adressé un courrier que je vais me permettre de commenter. Sur certains points, et c'est normal, nous n'avons pas un accord plein. Vous nous rappelez que le sujet a été nourri de nombreux échanges. Je voulais juste vous rappeler que depuis le début, on n'était pas d'accord. Vu qu'on dit toujours que je ne suis jamais d'accord c'était sur que je n'allais pas être d'accord. Vous nous écrivez aussi que vous avez le souci de maintenir les services de proximité et pour preuve vous l'inscrivez dans le SCOT. C'est bien de l'inscrire dans un document d'urbanisme mais si la réponse est « on l'a inscrit dans le SCOT » alors qu'on vous ferme le point de collecte, je ne vois pas où on défend le service de proximité. Vous nous rappelez aussi que vous devez maîtriser vos coûts de fonctionnement tout en conservant la capacité à investir dans le cadre d'un schéma directeur qui a été réalisé dans cet objectif. Si la bonne gestion est louable, elle ne doit pas forcément s'appliquer à tous les projets. Je ne vous donnerai pas quelques exemples mais sur d'autres projets où on avait des investissements prévisionnels à 8 millions d'euros, on a fini à 13 millions d'euros.

**M. ANGOT** s'émeut de la remarque à propos du montant du projet La Vague qu'il annonce et qui est erroné. Il l'interpelle sur sa mauvaise foi et sur son absence répétée en bureau et en commissions. Il demande à M. Delahaye de s'exprimer sur les bons résultats financiers de la communauté de communes.

**M. DELAHAYE** répond qu'il est présent à 80 % et rebondi à propos des résultats financiers de la Communauté de Communes en disant que le projet de la voie RD 508 pourra alors voir le jour.

Des élus expliquent que le conseil départemental a répondu sur le sujet.

**M. COULON** : « C'est bon, on a toujours le droit à ça à chaque conseil. On continue. »

**M. DELAHAYE** : « Les habitants de Commer représentent 3,3 % des usagers mais vous vous posez la question de savoir si les autres usagers doivent payer. Les habitants de Commer paient aussi des impôts communautaires dont vous ne refusez pas la collecte et avec leurs impôts ils cotisent aussi pour d'autres structures comme le Grand Nord, la piscine et le cinéma. On ne peut pas dire qu'il faut fermer un service ici parce qu'on représente que 3,3 de la population. Je pense que c'est nécessaire de le rappeler. Vous posez la question de savoir si les Commerrois ont eu l'information de la contrepartie qui leur était proposée. Si la contrepartie c'est d'aller à Aron ou Martigné pour déposer leurs encombrants, oui, ils le savent. D'ailleurs, la communication devrait être faite en amont dans le journal communautaire avant qu'on entérine ce genre de décision au conseil communautaire. Lors des vœux du maire, j'avais aussi souligné ce point publiquement à l'un des Vice-Présidents présent mais depuis je n'ai vu personne. A St Fraimbault et Jublains, les populations sont informées de ce projet et c'est important. Pour information, les signataires qui étaient 400 sont aujourd'hui 600.

Vous évoquez le développement d'un service ambitieux, identique sur le territoire. Ambitieux, certainement, plus ou moins coûteux, il faudra voir. La rénovation pourrait aussi coûter beaucoup moins cher en revoyant les horaires des points de collecte actuels. En regardant de près, Aron est ouvert 7 heures par semaine, Jublains 8 heures par semaine, St Fraimbault 17 heures par semaine et Commer 4h30 par semaine et été et 2h30 en hiver. Les Commerrois ne demandent pas à recevoir tous les flux et pour les autres, il est acceptable de faire des kilomètres une fois l'année. Vous faites aussi référence à un territoire peu dense et une distance de 7 kms avec Martigné. 7 kilomètres c'est toujours 7 kilomètres de bilan de carbone et comme on fait l'aller retour ça fait 15 kilomètres. La dimension écologique n'est pas raisonnable dans une société qui promulgue le développement durable. C'est aussi oublier que certains Moulaisiens viennent à Commer et que le sud du territoire est appelé à se développer démographiquement. Vous ne voyez pas une certaine régression en fermant des points de collecte avec le remplacement d'une nouvelle déchetterie.

Nous avons une vision très différente des choses tant en matière environnementale que sur le service de proximité. Des projets similaires ont été portés par d'autres collectivités avec des délais d'attente qui peuvent être d'une heure. Au final, le risque de trouver des choses dans les champs ou dans les rues ne fait que de s'accroître. Vous affirmez aussi que ce n'est pas un service quotidien et qu'on peut le coupler avec aller faire ses courses ou aller au pôle culturel. C'est vrai que nous n'allons que très rarement déposer notre sapin de Noël dans la remorque en même temps que nous allons au cinéma. Vous prétendez que ce projet n'est pas un abandon de la ruralité mais que c'est une réponse adaptée aux exigences de notre société. Nous pensons, au contraire, que les concentrations de service ramènent les populations vers les agglomérations et font disparaître les territoires ruraux. Il suffit juste de regarder ce qui se passe dans une partie de notre département.

Le courrier fait preuve, à mon goût, d'un humour un peu déplacé, quant au vecteur de lien social et de l'existence d'un point de collecte. Il est évident que ce n'est pas le seul outil mais l' élu que je suis, tient, parfois, la permanence de celui-ci et vous invite à faire la même chose pour voir ce qu'il se passe en terme d'entraide et de communication. Vous reconnaissez tout de même que le coût de la mise aux normes

serait certainement révisable à la baisse, vu les prescriptions incohérentes de cette étude, vous m'auriez inquiété de penser le contraire. Vous exprimez votre volonté d'avoir des services qui accueillent tous les flux. Nous pensons au contraire qu'il faut réajuster les besoins à la demande. C'est la base de tous les modèles économiques pour une meilleure rentabilité. Vous pensez que les dépôts sauvages n'augmenteront pas en fermant le point de collecte. C'est sans doute la même logique que certains opérateurs de téléphonie en fermant des points de vente, en comptant avec un grand optimisme que tout se fera comme avant ou comme un hôpital qui fermerait des lits en pensant que ça diminuera le nombre de malades. Vous croyez qu'il est de notre responsabilité pour fermer ce service à l'horizon 2021 pour éviter de faire payer plus cher les usagers. Il conviendrait sans doute de réaliser une étude qui démontre que ce n'est pas plutôt une réflexion avec des horaires aménagés et optimisés qui apporterait une plus value financière et sociétale avec un réel sens communautaire.

A ce sujet, nous ne pensons pas que renforcer l'esprit communautaires pour nos concitoyens passe par la suppression des services de proximité qui existent encore dans quelques communes. Vous évoquez aussi les élections en 2020 comme une possibilité de remettre en cause ce projet de fermeture. Les Commerois et autres signataires seront sans doute attentifs et garderont certainement en mémoire les élus qui auront participé à la disparition de ce service si le sens du vote de ce soir devait aller dans sa fermeture. Pour en terminer avec ce courrier, sachez que le vote de ce soir s'il amenait à la fermeture de point de collecte ne serait pas une fin en soi pour notre collectif mais un nouveau départ plein de créativité et d'enthousiasme pour continuer à défendre celui-ci jusqu'en 2020 et au-delà si nécessaire. Au final et en synthèse, nous vous demandons, M. le Président, et pour ma part, personnellement car je suis pour créer cette nouvelle déchetterie, de retirer du SCOT « voire Commer » ce qui ravira l'ensemble de la population et ce qui ne devrait pas couler financièrement la collectivité.

**M. ANGOT :** Sachez que quand il y a une décision, ce n'est pas Michel Angot, Président, qui a décidé seul de présenter cette affaire mais que c'est le résultat du travail d'une commission. Ce n'est pas sorti de ma poche ou de mon chapeau, c'est un travail qui a été constitué. Il faut le préciser car la démocratie, ça marche chez nous. Le point clé est le SCOT.

**M. VALPREMIT :** Je ne vais pas intervenir sur la question de cette déchetterie mais je vais faire le lien avec le SCOT. Le SCOT est le schéma de cohérence territoriale qui fixe les orientations d'aménagement du territoire pour une quinzaine d'années. C'est un document qu'on établit depuis 2 ans avec le cabinet Codra. Je pense qu'on a fait un travail collectif. Ce travail n'a pas seulement été réalisé par le cabinet car il y a eu entre 100 et 150 réunions, y compris des réunions publiques. Le document d'orientation présenté en conseil communautaire en était à sa 6<sup>è</sup> ou 7<sup>è</sup>me version. Ce qui est dit dans ce document, c'est une meilleure gestion des déchets avec une prescription à savoir permettre la modernisation des déchetteries pour donner la possibilité urbanistique notamment par la création d'un nouveau site sur Mayenne Est de même envergure que celui de Parigné pour disposer d'un équipement fonctionnel en remplacement des installations vétustes existantes.

Je pense qu'on est d'accord sur l'utilité d'un nouvel équipement et l'état vétuste de certains points de collecte. On a inscrit une nuance pour Aron, Jublains et Commer, car on a mis « voire Commer ». Le SCOT dit qu'il faut continuer l'engagement qu'on a sur les déchets, qu'il faut créer une nouvelle déchetterie à l'Est en remplacement des équipements vétustes. Le SCOT ne prescrit pas la fermeture du point de collecte de Commer. Il faut faire attention à ne pas jeter bébé avec l'eau du bain. Tu parles de Laval agglo, avec un exemple de ce qui ne doit pas être fait.

L'affaire du SCOT ne réside pas dans la fermeture des points de collecte. Il faut faire attention. On a des engagements forts sur l'installation de commerces par exemple et il faut faire attention à ne pas passer tout ça en perte et profit parce qu'il y a une mention sur la fermeture des points de collecte « voire Commer ». De plus, les prescriptions du SCOT ne valent pas loi. L'ancien SCOT avaient beaucoup de prescriptions qui n'ont pas toutes pu être abouties. Il y a 20 pages de prescriptions, on ne les fera pas toutes. Pour le

SCOT et le PLUI, le calendrier est serré. Un décalage engage le risque de bloquer l'ensemble des permis sur tout le territoire. J'estime avoir fait preuve dès le début d'un grand dialogue et d'une grande écoute en allant dans toutes les communes.

**M. DELAHAYE** : Notre demande est simple, on demande le retrait de « voir Commer ».

**M. VALPREMIT** : La délibération sur le SCOT a déjà été adoptée.

**M. DELAHAYE** : Il y a encre les avis des communes qui doivent arriver et l'enquête publique.

**M. VALPREMIT** : Nous prendrons en compte la pluralité de ces avis. Tu as fait part de tes remarques et je pense en avoir tenu compte.

**M. SOUTIF** : Ça me rappelle l'époque où on avait créé une deuxième déchetterie sur la CCHL. On était sur des circuits de 10 à 15 minutes. Si c'est une déchetterie, il y a des normes minimales, sinon ce n'est plus une déchetterie.

**Mme MORIN** : Lorsque Mickaël parle d'impôts supplémentaires, si les impôts augmentent, ce ne sera pas pour les déchets qui est un budget annexe payé par la redevance incitative. Il n'y a pas que les déchetteries, il y a aussi tout le matériel à financer. Ça veut dire que ce sont 38 000 habitants qui vont payer la nouvelle redevance si on fait des travaux de mise aux normes de Commer. Je suis d'accord sur certains travaux listés par le cabinet non justifiés. Par contre, l'ADEME a énormément endurci les règles. On l'a vu sur la déchetterie de Lassay avec des huileurs, des barrières automatiques...et ça ne va pas s'arranger. Quand j'entends qu'il faut des habitants dans les petites communes, je suis entièrement d'accord. Ce n'est pas le point de collecte qui fera venir les habitants mais le travail, l'école. Il faut se battre pour son école. Quand on habite en campagne, on émet plus de gaz à effet de serre en allant au travail qu'en allant une fois de temps en temps à la déchetterie.

**M. TRANCHEVENT** : Je comprends les habitants car le sujet est sensible. Je comprends que le sujet puisse apporter un certain nombre de réactions. Je voudrais vous dire qu'il faut avoir une approche communautaire. On doit avoir une politique environnementale ambitieuse. On en a deux : l'ambition économique et la qualité environnementale. Cette préoccupation est ambitieuse sur les points de collecte et les déchetteries. La mise en place des CSE avait été un sujet difficile avec une mise en place compliquée mais aujourd'hui c'est réussi car on a les meilleurs taux de collecte de l'ouest et on a des budgets en excédent. On a 4 ans pour commencer à s'adapter. On verra si Commer est fermé ou pas.

Pour ce qui est de Jublains, je n'ai pas de leçon à recevoir de Mickaël mais les habitants sont informés. On l'a annoncé dans le bulletin et le sujet a été débattu deux fois dans le conseil. Merci de me donner des leçons mais c'est fait. On a justement expliqué le contraire : la pollution s'accompagne de normes. On doit avoir un traitement des jus et on ne peut l'installer. On a expliqué comme on a expliqué les CSE. Il faut de l'équité sur un territoire. Il n'est pas question d'avoir des communes éloignées qui n'ont pas de service, des artisans qui paient et d'autres pas. On serait dans une distorsion de concurrence. Il faut que la commission travaille le sujet. On aura des discussions mais il faut prendre du temps.

Ce qui ne se discute pas, c'est la politique ambitieuse environnementale et de traitement des déchets. Il y a les financements ADEME que l'on perdra sans politique ambitieuse. Or, on a besoin de ces financements.

**M. BRODIN** : Quand j'écoute qu'il y a des normes qui sont appliquées avec des justificatifs qui n'en sont pas, c'est inquiétant. Sur ces bases, il faut maintenant choisir.

**M. ANGOT** : C'était pour la mise en conformité.

**M. BRODIN** : La mise en conformité c'est quand même l'application de normes. La nouvelle déchetterie, j'y suis favorable.

**Mme MORIN** : Gérard, je suis d'accord sur le fait que les travaux sur le local pour que les agents prennent leur repas ne soient pas justifiés.

**M. ANGOT** : Je note que ce soir, il n'est pas question de remettre en cause le SCOT, il a déjà été voté. Ce que je veux dire aux Commerois c'est que j'entends vos inquiétudes et notamment le problème des déchets verts. C'est un vrai problème qu'on n'arrive pas à régler. On doit pouvoir, en y réfléchissant trouver des solutions avec une proposition de gestion avec la commune. Je demande à remettre le chantier en route avec la commission. Une personne âgée avec sa brouette ne peut aller à quelques kilomètres. Ça pourrait être une dépense prise en charge collectivement.

**Mme MORIN** : On va travailler là-dessus à la rentrée de septembre. On devrait pouvoir trouver des solutions sur la commune même.

**M. GUIHERY** : Ça fait 10 ans que je réclame une solution pour les déchets verts. Je pense que mon deuxième mandat va se terminer et je n'aurais aucune solution. C'est un réel problème. On m'a dit que je n'étais qu'à 10,2 kilomètres de Martigné, c'est vrai, mais à brouette, c'est usant !

**M. BRODIN** : Je commençais tout à l'heure par les chiffres du rapport dont la base est douteuse. Je serai prêt à voter une déchetterie nouvelle. Je suis un fervent défenseur des services de proximité. Quand on est entré dans la Communauté de Communes, l'objectif premier était de fermer notre site de déchets car il n'était pas aux normes, j'en conviens, et qu'il était trop proche de Parigné. Par contre, il était aussi question de fermer le service pour les déchets verts. On l'a quand même gardé et il rend réellement service et il n'y a pas besoin de prendre de brouette pour venir à Parigné. Je défends les services de proximité et c'est pour ça que je m'abstiendrai. Il faut défendre les services de proximité et on est élu pour ça. Les mises aux normes c'est un moyen pour assurer une qualité de services mais ce n'est pas une finalité.

**M. ANGOT** : M. Brodin vous ne m'avez pas compris. Les chiffres qui ont été annoncés tout à l'heure sont des chiffres de mise en conformité des déchetteries anciennes. Ce ne sont pas les chiffres de la nouvelle déchetterie.

**M. BRODIN** : Ce que Mickael a exposé ce sont les chiffres pour Commer et du cabinet.

**M. ANGOT** : Oui mais on n'a rien validé.

**M. BRODIN** : On s'appuie sur ces chiffres pour prendre les décisions ce soir.

**M. ANGOT** : Non ! On vote ce soir la construction d'une nouvelle déchetterie.

**M. BRODIN** : Oui mais sous-entendu, on envisage la fermeture des services de proximité à moyen terme.

**Mme MORIN** : si les élus décident en 2022 de conserver Commer, ils ne couperont pas aux travaux à faire. Je défends l'équité sur le territoire.

**M. DOYEN** : Je comprends les problèmes de Commer et je partage la proximité du service. La commission devrait retravailler sur le sujet.

**M. ANGOT** : C'est exactement ce que je viens de dire. Je fais confiance aux commissions pour y travailler.

**M. DELAHAYE** : Le problème c'est que je suis pour la création de cette nouvelle déchetterie mais pas pour la fermeture du point de collecte de Commer.

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (MM. DELAHAYE et CHOUZY ayant voté contre et M. BRODIN et Mmes FOUBERT, GONTIER et GENEST s'étant abstenus), autorise le Président de Mayenne Communauté à entreprendre toutes les démarches nécessaires à l'élaboration de ce projet (sollicitation des subventions auprès des différents partenaires, etc.).*

**M. DELAHAYE** : Je quitte la séance car c'est l'anniversaire de mon épouse.

## **2 - Budget général – Adoption du Compte de gestion 2017**

### **M. SOUTIF expose :**

Le compte de gestion du comptable 2017 du budget principal est présenté. Le compte de gestion permet de vérifier la conformité des écritures de l'ordonnateur et du comptable.

Il y a lieu de se prononcer sur l'adoption du compte de gestion 2017 du budget général dont les résultats sont conformes au compte administratif.

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve sans observations, ni réserves, le compte de gestion du Trésorier de Mayenne sur le budget principal pour 2017.*

## **3 - Budget général – Adoption du Compte administratif 2017**

### **M. SOUTIF expose :**

Conformément à l'article L 2121-31 du CGCT - Code Général des Collectivités Territoriales, il vous est proposé d'arrêter les comptes de l'exercice précédent par le vote du compte administratif du budget principal.

L'article L 2121-14 du CGCT prévoit que "le conseil communautaire est présidé par le Président et, à défaut par celui qui le remplace. Dans les séances où le compte administratif est débattu, le conseil communautaire élit son Président de séance; Dans ce cas, le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion; mais il doit se retirer au moment du vote".

**M. COISNON** : Je me satisfais de la présentation qui a été faite car par rapport aux investissements conséquents que nous avons pu avoir, nous avons maîtrisés des coûts sans augmenter une fiscalité.

**M. TRANCHEVENT** : Et pour tous les habitants du territoire ! Légitimement chacun se préoccupe des intérêts de sa commune mais la communauté participe au bien-être des habitants par ces équipements. Notre communauté, par l'emploi et par ses équipements participe au bien-être de tous y compris de ceux de Commer. On peut être fiers de cette gestion là.

**M. LE SCORNET** : Tout en gardant le cap de la bonne gestion. Ce n'est pas parce qu'on a de bons résultats en 2017, qu'il faut lâcher la bride en 2018.

**M. le Président** : Surtout en 2020 !

M. le Président sort de la salle

*Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2017 du budget général.*

**M. le Président** salue le travail de tous les personnels, conscients de la charge de travail et se dit fier de ces très bons résultats. Il formule l'espoir que les futurs élus prendront soins de cette santé financière. Il revient ensuite sur l'inauguration de La Vague samedi, « même si elle a coûté 12 millions », et la qualité de cet équipement pour notre territoire. Il remercie tous les élus pour leur travail et en particulier les élus du Nord Mayenne pour leur assiduité.

#### **4 - Budget général – Affectation du résultat 2017**

##### **M. SOUTIF expose :**

Au vu des résultats du Compte Administratif de l'exercice 2017, la section de fonctionnement présente un excédent de 7 713 132,51 €. Il convient de confirmer l'affectation du résultat dégagé à l'issue de l'exercice 2017 et qui a fait l'objet d'une reprise anticipée lors du vote du budget principal 2018 le 12 avril dernier.

En ce qui concerne la section d'investissement, elle fait apparaître un excédent de 2 169 062,08 €. Après prise en compte du solde des restes à réaliser de – 1 659 556,02 €, la section présente un excédent de 509 506,06 €.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats 2017 comme suit :**

**. 2 169 062,08 € en recettes d'investissement (compte 001 sur l'exercice 2018),**

**. 7 713 132,51 € en recettes de fonctionnement (compte 002 sur l'exercice 2018).**

**M. TRANCHEVENT** propose de présenter tous les budgets annexes économiques avant de procéder au vote.

#### **5 - Budget annexe du parc d'activités des Haras – Adoption du Compte de gestion 2017**

##### **M. TRANCHEVENT expose :**

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion du budget annexe des Haras 2017 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.**

#### **6 - Budget annexe du parc d'activités des Haras – Adoption du Compte administratif 2017**

##### **M. TRANCHEVENT expose :**

Les dépenses de la section de fonctionnement s'élèvent à 26 066,25 €. Elles concernent :

- des écritures de stocks consistant dans la reprise du montant des encours constatés à l'issue de l'exercice 2016, c'est-à-dire le stock initial 2017 25 020,41 €
- des travaux de viabilisation et taxes foncières 1 045,84 €.

En ce qui concerne les recettes de la section de fonctionnement, elles s'élèvent à 159 311,80 €. Elles concernent :

- des écritures de stocks correspondant au stock final de 2017 19 897,58 € des terrains aménagés
- vente de parcelle à Foncier et stratégie 139 414,22 €

La section de fonctionnement présente un excédent de 133 245,55 €.

Les dépenses de la section d'investissement s'élèvent à 20 032,58 €. Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock final de 2017 19 897,58 € (contrepartie de la recette de fonctionnement)

- de la reprise du déficit 2016 135,00 €

Les recettes d'investissement s'élèvent à 25 155,41 €. Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock initial 2017 25 020,41 € (contrepartie de la dépense de fonctionnement).
- de la prise en charge du déficit par le budget général 135,00 €

La section d'investissement présente un excédent de 5 122,83 €.

***Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2017 du budget annexe des Haras.***

#### **7 - Budget annexe du parc d'activités des Haras – Reprise du résultat de 2017**

##### **M. TRANCHEVENT expose :**

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre les résultats de 2017 :

- excédentaire de la section de fonctionnement de 133 245,55 € au compte 002 sur l'exercice 2018,
- excédentaire de la section d'investissement de 5 122,83 € au compte 001 sur l'exercice 2018.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.***

#### **8 - Budget annexe du parc d'activités de Coulonges – Adoption du Compte de gestion 2017**

##### **M. TRANCHEVENT expose :**

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2017 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.***

#### **9 - Budget annexe du parc d'activités de Coulonges – Adoption du Compte administratif 2017**

##### **M. TRANCHEVENT expose :**

Les dépenses de la section de fonctionnement s'élèvent à 718 037,15 €. Elles concernent :

- des taxes foncières 415,00 €
- des écritures de stocks consistant dans la reprise des encours 717 622,15 € constatés à l'issue de l'exercice 2016, c'est-à-dire le stock initial de 2017.

En ce qui concerne les recettes de la section de fonctionnement, elles s'élèvent à 718 037,15 €. Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock final de 2017 des terrains aménagés 718 037,15 €.

La section de fonctionnement est en équilibre.

Les dépenses de la section d'investissement s'élèvent à 718 448,15 €. Elles concernent :

- des écritures de stocks correspondant au stock final de 2017 718 037,15 € (contrepartie de la recette de fonctionnement)
- la reprise du déficit 2016 411,00 €.

Les recettes d'investissement d'un montant global de 718 033,15 €. Il s'agit :



- des écritures de stocks correspondant au stock initial 2017 717 622,15 € (contrepartie de la dépense de fonctionnement).
- de la prise en charge du déficit par le budget général 411,00 €.

La section d'investissement présente un déficit de 415,00 €.

***Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2017 du budget annexe de Coulonges.***

#### **10 - Budget annexe du parc d'activités de Coulonges – Reprise du résultat de 2017**

##### **M. TRANCHEVENT expose :**

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat de 2017 déficitaire de la section d'investissement de 415,00 € au compte 001 sur l'exercice 2018.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.***

#### **11 - Budget annexe du parc d'activités du Berry – Adoption du Compte de gestion 2017**

##### **M. TRANCHEVENT expose :**

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2017 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.***

#### **12 - Budget annexe du parc d'activités du Berry – Adoption du Compte administratif 2017**

##### **M. TRANCHEVENT expose :**

Les dépenses de la section de fonctionnement s'élèvent à 225 963,87 €. Elles concernent :

- des écritures de stocks consistant dans la reprise des encours 224 000,87 € à l'issue de l'exercice 2016, c'est-à-dire le stock initial de 2017
- des travaux de viabilisation et des taxes foncières 1 963,00 €.

En ce qui concerne les recettes de la section de fonctionnement, elles s'élèvent à 225 963,87 €. Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock final de 210 146,43 € 2017 des terrains aménagés
- de la subvention réserve parlementaire pour le rond-point 15 817,44 €.

La section de fonctionnement est en équilibre.

Les dépenses de la section d'investissement s'élèvent à 211 056,43 €. Elles retracent :

- les écritures de stocks correspondant au stock final de 2017 210 146,43€ (contrepartie de la recette de fonctionnement)
- la reprise du déficit 2016 910,00 €.

Les recettes d'investissement d'un montant de 224 910,87 €. Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock initial 2017 224 000,87 € (contrepartie de la dépense de fonctionnement).
- de la prise en charge du déficit par le budget générale 910,00 €

La section d'investissement présente donc un excédent de 13 854,44 €.

*Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2017 du budget annexe du Berry.*

### **13 - Budget annexe du parc d'activités du Berry – Reprise du résultat 2017**

#### **M. TRANCHEVENT expose :**

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat de 2017 excédentaire de la section d'investissement de 13 854,44 € au compte 001 sur l'exercice 2018.

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.*

### **14 - Budget annexe du parc d'activités de Poirsac III – Adoption du Compte de gestion 2017**

#### **M. TRANCHEVENT expose :**

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2017 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.*

### **15 - Budget annexe du parc d'activités de Poirsac III – Adoption du Compte administratif 2017**

#### **M. TRANCHEVENT expose :**

Les dépenses de la section de fonctionnement s'élèvent à 489 939,92 €. Elles concernent :

- des écritures de stocks consistant dans la reprise des encours constatés 465 896,76 € à l'issue de l'exercice 2016 c'est-à-dire le stock initial de 2017
- des charges courantes 78,88 €
- la reprise du déficit 2016 23 964,28 €.

En ce qui concerne les recettes de la section de fonctionnement, elles s'élèvent à 460 247,92 €. Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock final 2017 405 185,84 € des terrains aménagés
- la vente de parcelle à LE LUBOIS DE TREHERVE Yves 31 097,80 €
- la prise en charge du déficit par le budget général 23 964,28 €.

La section de fonctionnement présente un déficit de 29 692,00 €.

Les dépenses de la section d'investissement s'élèvent à 454 176,06 €, il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock final de 2017 405 185,84 € (contrepartie de la recette de fonctionnement)
- du reversement de l'excédent au budget général 48 990,22 €.

Les recettes d'investissement d'un montant de 514 886,98 €. Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock initial 2017 465 896,76 € (contrepartie de la dépense de fonctionnement)
- de la reprise de l'excédent 2016 48 990,22 €.

La section d'investissement présente un excédent de financement de 60 710,92 €.

*Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2017 du budget annexe de Poirsac 3.*

#### **16 - Budget annexe du parc d'activités de Poirsac III – Reprise du résultat 2017**

##### **M. TRANCHEVENT expose :**

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre les résultats de 2017 :

- déficitaire de la section de fonctionnement de 29 692,00 € au compte 002 sur l'exercice 2018,
- excédentaire de la section d'investissement de 60 710,92 € au compte 001 sur l'exercice 2018.

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.*

#### **17 - Budget annexe du parc d'activités de Montrieux – Adoption du Compte de gestion 2017**

##### **M. TRANCHEVENT expose :**

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2017 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.*

#### **18 - Budget annexe du parc d'activités de Montrieux – Adoption du Compte administratif 2017**

##### **M. TRANCHEVENT expose :**

Les dépenses de la section de fonctionnement s'élèvent à 219 755,43 €. Elles concernent :

- des écritures de stocks consistant dans la reprise des encours à l'issue 219 567,23 € de l'exercice 2016, c'est-à-dire le stock initial de 2017
- des taxes foncières 188,20 €.

Les recettes de la section de fonctionnement s'élèvent à 219 755,43 €. Il s'agit des écritures de stocks correspondant au stock final 2017 des 219 755,43 € terrains aménagés.

La section de fonctionnement est en équilibre

Les dépenses de la section d'investissement s'élevant à 219 940,43€ concernent :

- des écritures de stocks correspondant au stock final de 2017 219 755,43 € (contrepartie de la recette de fonctionnement)
- la reprise du déficit de 2016 185,00 €.

Les recettes d'investissement d'un montant de 219 752,23 €. Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock initial 2017 219 567,23 € (contrepartie de la dépense de fonctionnement).
- de la prise en charge du déficit par le budget général 185,00 €.

La section d'investissement présente donc un déficit de financement de 188,20 €.

*Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2017 du budget annexe de Montrieux.*

## **19 - Budget annexe du parc d'activités de Montrieux – Reprise du résultat 2017**

### **M. TRANCHEVENT expose :**

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat de 2017 déficitaire de la section d'investissement de 188,20 € au compte 001 sur l'exercice 2018.

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.*

## **20 - Budget annexe du parc d'activités de La Lande – Adoption du Compte de gestion 2017**

### **M. TRANCHEVENT expose :**

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2017 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.*

## **21 - Budget annexe du parc d'activités de La Lande – Adoption du Compte administratif 2017**

### **M. TRANCHEVENT expose :**

Les dépenses de la section de fonctionnement s'élèvent à 927 767,28 €. Elles concernent :

- des écritures de stocks consistant dans la reprise des encours à l'issue 926 938,68 € de l'exercice 2016, c'est-à-dire le stock initial de 2017
- des taxes foncières 198,60 €
- des travaux 630,00 €.

En ce qui concerne les recettes de la section de fonctionnement, elles s'élèvent à 927 767,28 €. Il s'agit :  
- des écritures de stocks correspondant au stock final 2017 des 927 767,28 € terrains aménagés.

La section de fonctionnement est en équilibre.

Les dépenses de la section d'investissement s'élèvent à 927 963,28 €. Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock final de 2017 927 767,28 € (contrepartie de la recette de fonctionnement)
- de la reprise du déficit de 2016 196,00 €.

Les recettes d'investissement d'un montant de 927 134,68 €. Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock initial 2017 926 938,68 € (contrepartie de la dépense de fonctionnement).
- de la prise en charge du déficit par le budget général 196,00 €.

La section d'investissement présente donc un besoin de financement de 828,60 €.

*Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2017 du budget annexe de La Lande.*

## **22 - Budget annexe du parc d'activités de La Lande – Reprise du résultat 2017**

**M. TRANCHEVENT expose :**

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat déficitaire de 2017 de la section d'investissement de 828,60 € au compte 001 sur l'exercice 2018.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.***

**23 - Budget annexe du parc d'activités de l'Orgerie – Adoption du Compte de gestion 2017**

**M. TRANCHEVENT expose :**

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2017 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.***

**24 - Budget annexe du parc d'activités de l'Orgerie – Adoption du Compte administratif 2017**

**M. TRANCHEVENT expose :**

Les dépenses de la section de fonctionnement s'élèvent à 594 849,06 €. Elles concernent :

- les taxes foncières 254,00 €
- des écritures de stocks consistant dans la reprise des encours à l'issue 594 595,06 € de l'exercice 2016, c'est-à-dire le stock initial de 2017.

En ce qui concerne les recettes de la section de fonctionnement, elles s'élèvent à 394 316,70 €. Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock final 2017 des 258 815,70 € terrains aménagés
- de la vente de parcelle à Garnier 135 501,00 €.

La section de fonctionnement présente un déficit de 200 532,36 €

Les dépenses de la section d'investissement s'élèvent à 259 068,10 €. Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock final de 2017 258 815,70 € (contrepartie de la recette de fonctionnement)
- de la reprise du déficit de 2016 252,40 €.

Les recettes d'investissement s'élèvent à 594 847,46 €. Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock initial 2017 594 595,06 € (contrepartie de la dépense de fonctionnement).
- de la prise en charge du déficit par le budget général 252,40 €.

La section d'investissement présente donc un excédent de financement de 335 779,36 €.

***Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2017 du budget annexe de l'Orgerie.***

**25 - Budget annexe du parc d'activités de l'Orgerie – Reprise du résultat 2017**

**M. TRANCHEVENT expose :**

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre les résultats de 2017 :

- déficitaire de la section de fonctionnement de 200 532,36 € au compte 002 sur l'exercice 2018,
- excédentaire de la section d'investissement de 335 779,36 € au compte 001 sur l'exercice 2018.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.***

## **26 - Budget annexe de la Z.A Développement Durable – Adoption du Compte de gestion 2017**

### **M. TRANCHEVENT expose :**

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2017 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.***

## **27 - Budget annexe de la ZA Développement Durable – Adoption du Compte administratif 2017**

### **M. TRANCHEVENT expose :**

Les dépenses de la section de fonctionnement s'élèvent à 488 213,09 €. Elles concernent :

- les taxes foncières 648,00 €
- des écritures de stocks consistant dans la reprise des encours à l'issue 487 565,09 € de l'exercice 2016, c'est-à-dire le stock initial de 2017.

En ce qui concerne les recettes de la section de fonctionnement, elles s'élèvent à 488 213,09€. Il s'agit des écritures de stocks correspondant au stock final 2017 des 488 213,09 € terrains aménagés.

La section de fonctionnement est en équilibre.

Les dépenses de la section d'investissement s'élèvent à 488 761,54 €. Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock final de 2017 488 213,09 € (contrepartie de la recette de fonctionnement)
- de la reprise du déficit de 2016 548,45 €.

Les recettes d'investissement s'élèvent à 488 113,54 €. Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock initial 2017 487 565,09 € (contrepartie de la dépense de fonctionnement)
- de la prise en charge du déficit par le budget général 548,45 €.

La section d'investissement présente donc un déficit de 648,00 €.

***Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2017 du budget annexe de la ZA Développement Durable.***

## **28 - Budget annexe de la ZA Développement Durable – Reprise du résultat 2017**

### **M. TRANCHEVENT expose :**

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat déficitaire de 2017 de la section d'investissement de 648,00 € au compte 001 sur l'exercice 2018.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.**

#### **29 - Budget annexe de la Z.A de Lassay – Adoption du Compte de gestion 2017**

##### **M. TRANCHEVENT expose :**

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2017 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.**

#### **30 - Budget annexe de la ZA de Lassay – Adoption du Compte administratif 2017**

##### **M. TRANCHEVENT expose :**

Les dépenses de la section de fonctionnement s'élèvent à 198 630,22 €. Elles concernent :

- le remboursement de la taxe foncière 1 606,81 €
- des frais d'honoraires 16 843,41 €
- l'acquisition de parcelles 180 180,00 €.

En ce qui concerne les recettes de la section de fonctionnement, elles s'élèvent à 198 630,22 €. Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock final 2017 des 198 330,22 € terrains aménagés
- de remboursement d'assurance 300,00 €.

La section de fonctionnement est en équilibre.

Les dépenses de la section d'investissement s'élèvent à 198 330,22 €. Il s'agit des écritures de stocks correspondant au stock final de 2017 198 330,22 € (contrepartie de la recette de fonctionnement).

Les recettes de la section d'investissement sont à 0.

La section d'investissement présente donc un déficit de 198 330,22 €.

**Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2017 du budget annexe de la ZA de Lassay.**

#### **31 - Budget annexe de la ZA de Lassay – Reprise du résultat 2017**

##### **M. TRANCHEVENT expose :**

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat déficitaire de 2017 de la section d'investissement de 198 330,22 € au compte 001 sur l'exercice 2018.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.**

#### **32 - Budget annexe de la Z.A du Horps – Adoption du Compte de gestion 2017**

##### **M. TRANCHEVENT expose :**

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2017 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.**

### **33 - Budget annexe de la ZA du Corps – Adoption du Compte administratif 2017**

#### **M. TRANCHEVENT expose :**

Les dépenses de la section de fonctionnement s'élèvent à 66 889,00 €. Elles concernent l'acquisition de parcelle 66 889,00 €.

En ce qui concerne les recettes de la section de fonctionnement, elles s'élèvent à 66 889,00 €. Il s'agit des écritures de stocks correspondant au stock final 2017 des 66 889,00 € terrains aménagés.

La section de fonctionnement est en équilibre.

Les dépenses de la section d'investissement s'élèvent à 66 889,00 €. Il s'agit des écritures de stocks correspondant au stock final de 2017 66 889,00 € (contrepartie de la recette de fonctionnement).

Les recettes de la section d'investissement sont à 0.

La section d'investissement présente donc un déficit de 66 889,00€.

***Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2017 du budget annexe de la ZA du Corps..***

### **34 - Budget annexe de la ZA du Corps – Reprise du résultat 2017**

#### **M. TRANCHEVENT expose :**

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat déficitaire de 2017 de la section d'investissement de 66 889,00 € au compte 001 sur l'exercice 2018.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.***

***M. le Président :*** Cette présentation rapide n'est pas à l'image de l'activité de l'année. Des actes de vente ne sont pas encore signés malgré les délibérations adoptées en 2017.

### **35 - Budget général – Acquisitions et cessions 2017 – Bilan**

#### **M. SOUTIF expose :**

L'article L 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales est ainsi rédigé :

Le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une collectivité de plus de 2 000 habitants par celle-ci ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du conseil de communauté. Ce bilan est annexé au compte administratif de la communauté de communes.

Les opérations d'acquisitions et de cessions sont énumérées comme suit :

#### **BILAN DES ACQUISITIONS 2017**



Nature des biens	Identification cadastrale	Localisation	Cédant	Superficie	Prix Principal	N° mandat/date	Observations
Immeuble nu	ZE 274 ZE 219 ZE 263 ZE 267 ZH 261 ZH 269 ZH 347 ZH 357 ZH 362	Zones d'activité Nord et Sud	Commune de Lassay	26 813 m²	180 000,00 €	4 du 21/03/17 Budget annexe zone de Lassay	Acte du 25/11/16
Immeuble nu	YA 166 YA 167 YA 168 YA 169	Zones d'activité Le Corps	Commune du Corps	9 546 m²	66 822 €	2 du 19/05/17 budget annexe de zone Le Corps	Acte du 24/01/17 délib du 08/12/16

### BILAN DES CESSIONS 2017

Nature des biens	Identification cadastrale	Localisation	Acquéreur	Superficie	Prix Principal	N° titre/date	Observations
Parcelle de terrain	YK 147	Poirsac	LE LUBOIS DE TREHERVE	2549 m²	31 0967,80 HT €	1 du 15/11/17 POIRSAC III	
Parcelle de terrain	BW 182	L'Assière	FONCIER ET STRATEGIE	7 966 m²	139 414,22 HT €	1 du 30/11/17 HARAS	
Parcelle de terrain	CI 79 CI 81 CI 84	Champ et chemin de Grinhard	GARNIER	23 468 m²	135 501,00 €	2 du 26/12/17 L'Orgerie	Acte du 26/09/17
Parcelle de terrain	ZI 51	La Lande de Saint Ouie	SCI BOCAGE DU	48 516 m²	250 000 HT €	789 du 02/11/17 budget général	Acte du 23/10/17  Acte du 26/04/17
Parcelle de terrain	AI 385	Za du Guéret	Commune d'Aron	2 305 m²	135 000 €	69 du 29/11/17 budget prestations de services	
Parcelle de terrain + bâtiment	BD 390 BD 392 BD 396	19 place de l'Europe	Pharmacie pole de Mayenne	380 m²	90 000 HT €	919 du 30/11/17	

	BD 399					budget principal	
Parcelle de terrain	BX 52	120 rue Josphe Cugnot	SCI L'EUROPEENN E	2 786 m²	240 000,00 HT €	1087 du 08/01/18 budget principal	
bâtiment							

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- prend acte du bilan des acquisitions et cessions opérées par ou pour le compte de Mayenne Communauté, au titre de l'année 2017 (budget général et budgets annexes)
- et stipule que les bilans en question seront annexés au compte administratif correspondant de l'exercice 2017.

### **36 - Budget annexe du SPANC – Adoption du Compte de gestion 2017**

**M. BOURGUIN expose :**

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2017 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.**

### **37 - Budget annexe du SPANC – Adoption du Compte administratif 2017**

**M. BOURGUIN expose :**

**Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2017 du budget annexe du SPANC.**

### **38 - Budget annexe du SPANC – Affectation du résultat 2017**

**M. BOURGUIN expose :**

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre les résultats excédentaires de 2017 et qui ont fait l'objet d'une reprise anticipée lors du vote du budget annexe 2018 le 12 avril dernier. :

- de la section de fonctionnement de 20 173,83 € au compte 002 sur l'exercice 2018.
- de la section d'investissement de 7 343,43 € au compte 001 sur l'exercice 2018.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.**

### **39 - Budget annexe Prestations de services– Adoption du Compte de gestion 2017**

**M. SONNET expose :**

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2017 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.**

#### **40 - Budget annexe Prestations de services – Adoption du Compte administratif 2017**

##### **M. SONNET expose :**

*Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2017 du budget annexe Prestations de services.*

#### **41 - Budget annexe Prestations de service – Affectation du résultat 2017**

##### **M. SONNET expose :**

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre les résultats excédentaires de 2017 et qui ont fait l'objet d'une reprise anticipée lors du vote du budget annexe 2018 le 12 avril dernier :

- de la section de fonctionnement de 521,97 € au compte 002 sur l'exercice 2018.
- de la section d'investissement de 245 127,09 € au compte 001 sur l'exercice 2018.

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.*

#### **42 - Budget annexe Leader – Adoption du Compte de gestion 2017**

##### **M. SOUTIF expose :**

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2017 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.*

#### **43 - Budget annexe Leader – Adoption du Compte administratif 2017**

##### **M. SOUTIF expose :**

*Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2017 du budget annexe LEADER.*

#### **44 - Budget annexe Leader – Reprise du résultat 2017**

##### **M. SOUTIF expose :**

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat excédentaire de 2017 de la section de fonctionnement de 55,00 € au compte 002 sur l'exercice 2018.

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.*

#### **45 - Budget annexe Déchets Ménagers – Adoption du Compte de gestion 2017**

##### **Mme MORIN expose :**

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2017 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.**

Remarques de Mme Morin sur les admissions en non-valeur pour cause d'impossibilité de la trésorerie à travailler le sujet. M. Soutif enchaîne sur la demande de M. Richou d'avoir chaque mois, agent par agent, tous les remboursements dans le cadre de la gestion unifiée.

#### **46 - Budget annexe Déchets Ménagers – Adoption du Compte administratif 2017**

**Mme MORIN expose :**

***Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte le compte administratif 2017 du budget annexe Déchets Ménagers.***

#### **47 - Budget annexe Déchets Ménagers – Affectation du résultat 2017**

**Mme MORIN expose :**

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre les résultats excédentaires de 2017 :

- de la section de fonctionnement de 1 013 783,91 € au compte 002 sur l'exercice 2018,
- de la section d'investissement de 300 335,67 € au compte 001 sur l'exercice 2018.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.***

***M. le Président*** demande aux élus de lui communiquer les projets qu'ils envisagent de soumettre à la DETR 2019.

#### **48 - Finances - Avenant N°2 à la convention de mise à disposition de moyens matériels et logistiques entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté prenant effet au 1er juillet 2018**

**M. SOUTIF expose :**

La mutualisation entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté est régie dans des conventions relatives à :

- \* une mutualisation du personnel avec la convention de gestion unifiée du personnel ayant pris effet depuis le 1er janvier 2018
- \* une mise à disposition de locaux de la Ville
- \* une mise à disposition de moyens matériels et logistiques.

Cette dernière convention de mise à disposition de moyens matériels et logistiques conclue entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté a pris effet depuis le 1er janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2021.

Un avenant N°1 a été conclu à effet du 1er janvier 2018 pour prendre en compte notamment les effets de la convention de gestion unifiée du personnel sur des modalités de calcul d'une partie de cette convention.

Considérant la nécessité de faire évoluer la convention en fonction de nouveaux événements,

La convention de mise à disposition de moyens et les 2 avenants comportent les rubriques suivantes :

- 1- Moyens mis à disposition par la Ville à MC :
  - matériels informatiques, logiciels et maintenance
  - photocopies
  - contrat de collecte du courrier
  - fournitures administratives
    - fournitures du « magasin »
    - carburants
    - repas et autres prestations du restaurant municipal
- 2- Moyens mis à disposition par MC à la Ville : vêtements de travail.
- 3- Dépenses dans le cadre de la mutualisation des services.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- **approuve cet avenant N°2 à la convention de mise à disposition de moyens matériels et logistiques**
- **et autorise Monsieur Patrick Soutif, Vice-Président, à le signer.**

**49 - Finances – Budget annexe de zones – Zone d'activités de Lassay - Exercice 2018 – Décision modificative n°1**

**M. TRANCHEVENT expose :**

Le budget annexe de la zone d'activités de Lassay pour 2018 a été adopté par délibération du 12 avril dernier.

Afin d'intégrer au budget la dépense relative à des travaux de voirie au niveau de la rue Jean Audubon, il convient d'ajuster le budget au moyen d'une décision modificative comme suit :

<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT :</b>				
<b>Chap.</b>	<b>Nature</b>	<b>Libellé opération</b>	<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>
011	63512	Taxe foncières	3 217,00	
011	62878	Remboursement de frais	-1 610,00	
011	605	Travaux	11 164,00	
75	7552	Subvention du budget général		12 771,00
<b>TOTAL DM n°1</b>			<b>12 771,00 €</b>	<b>12 771,00 €</b>
Pour mémoire BP 2018			8 610,00 €	8 610,00 €
<b>TOTAL APRES DM n°1</b>			<b>21 381,00 €</b>	<b>21 381,00 €</b>

**M. TRANCHEVENT** annonce qu'on va refaire la voie à la ZA de Lassay.

**M. COISNON :** Cette entreprise se développe bien et ils ont des problèmes de stationnement. Il va y avoir des travaux qui nécessitent une reprise de la voirie.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°1 à l'exercice 2018 du budget annexe de la zone d'activités de Lassay telle qu'elle est présentée.**

**50 - Finances – Budget Principal – Exercice 2018 – Décision modificative n°2**

**M. SOUTIF expose :**

Le budget principal 2018 de Mayenne Communauté a été adopté par délibération du 12 avril dernier puis ajusté par une première décision modificative en date du 17 mai dernier.

Il convient d'ajuster le budget principal 2018 au moyen d'une seconde décision modificative comme suit :

<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT :</b>					
<b>Chap.</b>	<b>Fonc.</b>	<b>Nature</b>	<b>Libellé opération</b>	<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>
014	01	739223	FPIC Prélèvement de droit commun	12 193,00	
70	01	70875	Remboursement de frais Ville de Mayenne		10 000,00
73	01	73223	FPIC Reversement de droit commun		-52 866,00
73	01	7318	Autres impôts		79 791,00
77	90 0	7788	Versement du solde du Pays de Haute Mayenne		72 467,00
011	020 6	6251	Frais de déplacement personne situation de handicap	10 000,00	
011	023 0	6238	Divers	-4 758,00	
011	321	6188	Autre frais divers pour Médiathèque	870,00	
65	90 1	6521	Subvention au budget annexe de zone	12 771,00 €	
023		023	Virement à la section d'investissement	83 438,00	
022		022	Dépenses imprévues	-5 122,00	
<b>TOTAL DM n° 2</b>				<b>109 392,00 €</b>	<b>109 392,00 €</b>
<b>TOTAL BP 2018 + DM</b>				<b>39 101 266,00 €</b>	<b>39 101 266,00 €</b>
<b>TOTAL APRES DM n° 2</b>				<b>39 210 658,00 €</b>	<b>39 210 658,00 €</b>

**SECTION D'INVESTISSEMENT :**

Chap.	Fonc.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
20	321	2051	Concessions et droits similaires	3 888,00	
21	413 1	2121	Opération Centre Aquatique 15001 Plantations	2 200,00	
21	413 1	2184	Opération Centre Aquatique 15001 Mobilier	7 800,00	
21	413 1	2183	Opération Centre Aquatique 15001 Matériel informatique	1 500,00	
21	413 1	2188	Opération Centre Aquatique 15001 Mobilier	-27 000,00	
21	413 1	2313	Opération Centre Aquatique 15001 Travaux	35 000,00	
21	324	2188	Autres immobilisations corporelles	1 950,00	
21	314 1	2188	Autres immobilisations corporelles 3ème salle cinéma	10 000,00	
23	510	2313	Constructions Pôle santé		2 770 422,11
23	510	2313	Constructions Pôle santé		29 050,00
23	324	2313	Constructions Grand Nord	-1 950,00	
23	314 1	2313	Travaux 3ème salle cinéma	20 000,00	
45	510	458120	Travaux Pôle santé	59 100,00	
45	510	458120	Opérations sous mandat	2 770 422,11	
021		021	Virement de la section de fonctionnement		83 438,00
<b>TOTAL DM n° 2</b>				<b>2 882 910,11 €</b>	<b>2 882 910,11 €</b>
<b>TOTAL BP 2018 + DM</b>				<b>17 992 882,00 €</b>	<b>17 992 882,00 €</b>
<b>TOTAL APRES DM n° 2</b>				<b>20 875 792,11 €</b>	<b>20 875 792,11 €</b>

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°2 à l'exercice 2018 du budget principal telle qu'elle est présentée.**

**51 - Finances – Centre Aquatique – Autorisation de programme et crédits de paiement – Modification**

**M. SOUTIF expose :**

Conformément aux articles L 2311-3 et R 2311-9, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP).

Cette procédure permet aux Collectivités de ne pas faire supporter au budget annuel l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais uniquement les dépenses à régler au cours de l'exercice.

Par délibération n°14 du 17 mai dernier, le conseil communautaire a modifié l'AP/CP "Centre Aquatique" pour la fixer comme ci-après pour un montant global de 11 074 000 €

AP – CENTRE AQUATIQUE (travaux et équipements) Opération d'équipement : 15001			
CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018

2 562 000 €	7 542 000 €	860 000 €	110 000 €
-------------	-------------	-----------	-----------

Considérant, les derniers besoins en matériel et les derniers avenants aux marchés de travaux, il est proposé de modifier le crédit de paiement 2018 pour l'augmenter de 19 500 €.

Opération 15001	2015	2016	2017	2018
Crédits de paiement	2 562 000 €	7 542 000 €	860 000 €	129 500 €

Ainsi, le crédit total ouvert à l'autorisation de programme du Centre Aquatique est désormais de 11 093 500 €.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- **approuve la modification de l'AP/CP du Centre Aquatique dans son montant global et dans son crédit de paiement 2018 comme sus visé**
- **et dit que les crédits budgétaires du budget principal 2018 sont ajustés par décision modificative présentée ce jour.**

**52 - GEMAPI – Bassin versant de la Colmont et ses affluents - Signature d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage et financement d'un poste d'animation entre La Communauté de Communes du Bocage Mayennais et Mayenne Communauté**

**M. BOURGUIN expose :**

La compétence GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) est exercée de plein droit par Mayenne Communauté depuis le 1er janvier 2018.

Par délibération en date du 18 janvier 2018, le Conseil Communautaire a validé, conformément aux principes applicables lors des transferts de compétence, la reprise des conventions passées par les communes antérieurement pour l'exercice de partie de cette compétence Gemapi.

Il en était ainsi notamment de la commune de La Haie-Traversaine avec la Communauté de Communes du Bocage Mayennais (CCBM) sur le bassin de la Colmont.

Or, dans le cadre de cette nouvelle compétence et de son Contrat Territorial des Milieux Aquatiques (CTMA), le Bocage Mayennais a souhaité reformulé les contractualisations avec les 4 entités voisines concernées par le bassin versant de la Colmont.

Mayenne Communauté ayant exprimé son accord pour participer à la mise en œuvre de ce CTMA sur la commune de La Haie Traversaine, la CCBM a rédigé une nouvelle convention qu'elle nous soumet.

Le tableau ci-dessous expose à titre d'information la quotité que représente Mayenne Communauté sur l'ensemble du bassin versant.

Le bassin de la Colmont partagé entre différentes unités administratives				
Unité Admin	Aire en Km²	Aire en %	Linéaire cours d'eau en km	Linéaire cours d'eau en %
Mayenne Communauté (La Haie Traversaine)	4,0	1,5%	4,1	1,2%

La présente convention a pour objet d'entériner les modalités de financement liées à mise en œuvre du poste d'animation Milieux Aquatiques et les conditions de délégation de maîtrise d'ouvrage des travaux réalisés sur les cours d'eau du bassin versant de la Colmont, sur le territoire de Mayenne Communauté avec



les modalités financières et techniques associées. Ces travaux sont déclarés d'intérêt général par l'arrêté inter-préfectoral du 05 février 2018.

Les travaux de restauration et d'entretien des cours d'eau, dont la maîtrise d'ouvrage sera assurée par la CCBM, auront pour but de protéger la ressource en eau et de permettre son libre écoulement.

Les travaux qui seront réalisés sont les suivants : Entretien de la végétation et suppression des embâcles ; Lutttes des plantes invasives ; Aménagement de clôtures, abreuvoirs et franchissement de cours d'eau ; Restauration hydro morphologique ; Restauration de la continuité écologique.

La CCBM financera dans un premier temps le coût des travaux et refacturera ensuite à Mayenne Communauté la part qui lui revient d'assurer après déduction des subventions - de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne pour 50% du montant, du Conseil départemental 53 pour 20%, de la Région Pays de Loire pour 10%.

Le montant prévisionnel restant à la charge de MC sur les 5 ans que dure la convention est estimé à 7 937 € sur les 42 382 € d'études et travaux prévus sur la partie de bassin versant située sur le territoire de MC.

Types de travaux		Unités	Coût H.T	Coût T.T.C	% Mayenne Communauté T.T.C
Restauration de la Continuité	Actions sur les ouvrages	1 unité	30 000 €	36 000 €	7 200 €
Restauration de berge et du lit par la gestion de la végétation	embâcles à traiter	10 unités	3 069,00 €	3 683 €	737 €
	débroussaillage sélectif				
	Interventions linéaires	250 ml			
Agricoles	Clôtures à installer	290 ml	2 249,00 €	2 699 €	0 €
	Abreuvoirs à aménager				
<b>Coût en €</b>			<b>35 318 €</b>	<b>42 382 €</b>	<b>7 937 €</b>

Parallèlement, MC participera également au financement de la cellule d'animation chargée de la mise en œuvre et du suivi des travaux, de la sensibilisation, l'information et la communication, de la surveillance générale des milieux aquatiques et de la veille contre les espèces envahissantes animales et végétales des milieux aquatiques.

La clé de répartition a été déterminée à 50 % par la part de la population du périmètre et à 50 % par la part du linéaire de cours d'eau du périmètre, ce qui représente respectivement 1,9 % pour la part de population et 1,2 % pour le linéaire de cours d'eau, soit un taux de participation global de 1,6 % (pour notre part, cela pourrait représenter un montant annuel d'environ 640€).

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- valide ces modalités de collaboration avec la CC du Bocage Mayennais pour la mise en œuvre de cette part de la compétence Gemapi sur le bassin versant de la Colmont sur la commune de la Haie-Traversaine,
- valide la part financière qui revient à la charge de Mayenne Communauté, tant pour financer les travaux d'investissement et que pour l'ingénierie nécessaire à leur conduite, selon les clés de répartition définies par la convention,
- autorise le Président à signer la convention dans la formulation jointe à la note de synthèse,

- *autorise le Président à signer toutes les pièces ou documents générés par les démarches ou procédures correspondantes nécessaires à leur mise en œuvre*
- *et prévoit les crédits annuels dans le respect de cet engagement.*

### 53 - Tarifs de la taxe de séjour applicables au 1er janvier 2019

#### **M. BORDELET expose :**

Dans le cadre de la réforme de la taxe de séjour applicable au 1<sup>er</sup> janvier prochain, il vous est proposé d'adopter les tarifs présentés ci-dessous à compter de 2019 :

- Vu l'article 67 de la loi de finances pour 2015 N°2014-1654 du 29 décembre 2014
- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2333-26 et suivants et R.2333-43 et suivants ;
- Vu le code du tourisme et notamment ses articles L.422-3 et suivants ;
- Vu le décret n° 2015-970 du 31 juillet 2015 ;
- Vu l'article 59 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 ;
- Vu l'article 90 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 ;
- Vu l'article 86 de la loi n°2016-1918 du 29 Décembre 2016 de finances rectificatives pour 2016 ;
- Vu les articles 44 et 45 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017
- VU le rapport de M. le Président ;

#### **Article 1 :**

Mayenne Communauté a institué une taxe de séjour sur l'ensemble de son territoire depuis le 1er janvier 2017.

La présente délibération reprend toutes les modalités et les tarifs de la taxe de séjour sur son territoire et annule et remplace toutes les délibérations antérieures à compter du 1er Janvier 2019

#### **Article 2 :**

La taxe de séjour est perçue au réel par toutes les natures d'hébergement à titre onéreux proposés :

- Palaces,
- Hôtels de tourisme,
- Résidences de tourisme,
- Meublés de tourisme,
- Village de vacances,
- Chambres d'hôtes,
- Emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures,
- Terrains de camping et de caravanage,
- Ports de plaisance.

La taxe de séjour est perçue auprès des personnes hébergées à titre onéreux et qui n'y sont pas domiciliées et qui n'y possèdent pas de résidence à raison de laquelle elles sont passibles de la taxe d'habitation (voir : article L.2333-29 du Code général des collectivités territoriales).

Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

Le montant de la taxe due par chaque touriste hébergé dans un établissement classé est égal au tarif qui lui est applicable en fonction de la classe de l'hébergement dans lequel il réside, multiplié par le nombre de nuitées correspondant à la durée de son séjour. La taxe est ainsi perçue par personne et par nuitée de séjour.

#### **Article 3 :**

La taxe de séjour est perçue sur la période allant du 1er janvier au 31 décembre.

#### **Article 4 :**

Conformément aux articles L.2333-30 et L.2333-41 du CGCT, les tarifs doivent être arrêtés par le conseil communautaire avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année pour être applicable à compter de l'année suivante.

Le barème suivant est appliqué à partir du 1er janvier 2019 :

<b>Catégories d'hébergement</b>	<b>2019</b>
Palaces	4.00
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	3.00
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	0.80
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0.80
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0.70
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes	0.60
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles, et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0.55
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0.20

#### **Article 5 :**

Pour tous les hébergements en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air, le tarif applicable par personne et par nuitée est 4 % du coût par personne de la nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité ou, s'il est inférieur à ce dernier, du tarif plafond applicable aux hôtels de tourisme 4 étoiles (0.80 €). Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

#### **Article 6 :**

Sont exemptés de la taxe de séjour conformément à l'article L. 2333-31 du CGCT :

- Les personnes mineures ;
- Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans Mayenne Communauté ;
- Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire ;
- Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant de 1€ par nuit, quel que soit le nombre d'occupants.

#### **Article 7 :**

Les logeurs doivent déclarer tous les mois le nombre de nuitées effectuées dans leur établissement auprès du service taxe de séjour.

Cette déclaration peut s'effectuer par courrier ou par internet.

En cas de déclaration par courrier, le logeur doit transmettre chaque mois avant le 10 le formulaire de déclaration accompagné d'une copie intégrale de son registre du logeur.

En cas de déclaration par internet, le logeur doit effectuer sa déclaration avant le 15 du mois et ne communiquera ses justificatifs à la collectivité qu'à sa demande.

Le service taxe de séjour transmet à tous les hébergeurs un état récapitulatif portant le détail des sommes collectées qu'ils doivent leur retourner, accompagné de leur règlement avant le :

- avant le 30 juin, pour les taxes perçues du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril,
- avant le 31 octobre, pour les taxes perçues du 1<sup>er</sup> mai au 31 août,
- avant le 28 février, pour les taxes perçues du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre.

#### **Article 8 :**

Le produit de cette taxe est intégralement utilisé pour le développement touristique du territoire conformément à l'article L.2231-14 du CGCT.

**M. BRODIN :** Sont exemptés de la taxe de séjour « Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant de 1€ par nuit, quel que soit le nombre d'occupants ». Il faut des règles.

**M. SOUTIF :** Il n'y a pas de palaces à Moulay mais c'est la commune qui a le revenu par habitant le plus fort.

**M. BORDELET :** Je vous rappelle que ce n'est pas la commune la plus riche mais les habitants les plus riches. Attention, il y a une grosse différence.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte les tarifs présentés ci-dessus à compter de 2019.**

#### **54 - Approbation d'un projet de convention de servitudes au profit de GRDF**

##### **M. SOUTIF expose :**

Dans le cadre l'installation de l'entreprise DOUILLET ZA du BOCAGE à ARON, une extension du réseau gaz doit être réalisée afin d'alimenter le bâtiment. Ce réseau sera situé sur la parcelle ZI 50 - La Lande de Saint Ouie à ARON appartenant à Mayenne Communauté.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président à signer la convention entre Mayenne Communauté et GRDF ainsi que toutes les pièces afférentes.**

#### **55 - Économie – Vente à la SCI Batiro**

##### **M. TRANCHEVENT expose :**

Le groupe RAPIDO dans le cadre de son développement, souhaite acquérir du terrain en façade de la RN 12. Ce terrain a la particularité d'inclure un bassin d'orage qui sert aussi de réserve incendie.

L'objectif de l'entreprise n'est pas de construire une nouvelle usine sur cette parcelle, mais d'être en capacité de l'intégrer dans ses projets d'aménagement du territoire dans le cadre de son développement commercial, social ou environnemental.



*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ce nouveau tarif.*

**57 - Marchés publics – Travaux de construction du bâtiment du Pôle de santé de Mayenne Communauté  
- LOT 4 « Charpente métallique - Métallerie » - Avenant n° 2**

**M. SOUTIF expose :**

Par marché notifié le 19/07/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise DEMY le marché pour la construction du bâtiment du pôle de santé de Mayenne Communauté « Lot 4 : Charpente Métallique / Métallerie » pour un montant de 258 198,80 € HT.

Par un premier avenant, la démolition d'une maison sur laquelle venait s'appuyer le mur pignon du bâtiment de radiologie, et la pose d'une ossature métallique en support pour la cloison de la salle de réunion avaient été demandée à l'entreprise. Après le lancement du projet, un laboratoire de biologie médicale situé à Mayenne, a souhaité s'installer dans ce pôle afin d'être plus proche des professionnels de santé. Les modifications ont impliqué une plus-value totale de 26 108,48 € HT soit une augmentation de 10,11 % du montant du marché qui était ainsi passé de 258 198,80 € HT à 284 307,28 € HT.

Aujourd'hui, il est demandé à l'entreprise d'apposer sur la façade le texte « Pôle Santé ». Cette inscription sera faite de lettres en inox pour correspondre aux structures déjà apposées sur la façade. La plus-value est de 4 332,00 € HT.

Les modifications présentées ci-avant impliquent une plus-value totale de 4 332,00 € HT, soit une augmentation, avec le cumul des 2 avenants, de 11,79 % du montant du marché qui passe ainsi de 284 307,28 € HT à 288 639,28 € HT.

La Commission CAO en date du 5 juin 2018 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :***

N° et intitulé du lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
Lot 4 « Charpente métallique - Métallerie »	2	4 332,00 € HT	DEMY

**58 - Marchés publics – Travaux de construction du bâtiment du Pôle de santé de Mayenne Communauté  
- LOT 6 « Doublages – Cloisons sèches - Plafonds » - Avenant n° 4**

**M. SOUTIF expose :**

Par marché notifié le 19/07/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise JARRY le marché pour la construction du bâtiment du pôle de santé de Mayenne Communauté « Lot 6 : Doublage, cloisons sèches, plafonds » pour un montant de 222 988,73 € HT.

Dans le cadre d'un premier avenant, les travaux pour l'installation des gaines techniques du hall liées au système de désenfumage et sur les cloisons de la zone de radiologie ont généré une moins-value totale de 1 974,19 € HT. Dans le cadre d'un deuxième avenant, des modifications telles que la suppression des cloisons normales, la pose de cloisons plombées, et la création d'une toilette en salle de radiologie ont entraîné une plus-value totale de 9 713,33 € HT. Dans le cadre d'un troisième avenant, le renforcement de l'isolation phonique entre les bureaux au second étage du bâtiment a entraîné une plus-value totale de 1 544,87 € HT. Ces trois modifications successives ont généré une plus-value totale de 9 284,01 € HT, soit

une augmentation, avec le cumul des avenants, de 4,16 % du montant du marché qui est passé à 232 272,74 € HT.

Aujourd'hui, il est nécessaire de faire des travaux complémentaires pour le bureau infirmière, ainsi que des ajustements de chantier à la demande du bureau de contrôle. Ces modifications impliquent une plus-value de 7 894.80 € HT.

Les modifications présentées ci-avant impliquent une plus-value totale de 7 894.80 € HT soit une augmentation, avec le cumul des 4 avenants, de 7.70 % du montant du marché qui passe ainsi de à 232 272,74 € HT à 240 167.54 € HT.

La Commission CAO en date du 5 juin 2018 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :**

N° et intitulé du lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
Lot 6 « Doublages – Cloisons sèches - Plafond »	4	7 894.80 € HT	JARRY

**59 - Marchés publics – Travaux de construction du bâtiment du Pôle de santé de Mayenne Communauté - LOT 13 « Electricité » - Avenant n° 5**

**M. SOUTIF expose :**

Par marché notifié le 19/07/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise SMEC le marché pour la construction du bâtiment du pôle de santé de Mayenne Communauté « Lot 13 : Electricité » pour un montant de 288 665.49 € HT.

Dans le cadre d'un premier avenant, les travaux avaient entraîné une plus-value de 731,53 € HT. Un deuxième avenant portait sur le déplacement de cloisons, la modification d'emplacements d'appareils, l'installation de la climatisation, induisant une plus-value de 10 736,59 € HT. Un troisième avenant a permis des modifications en matière d'électricité (prises supplémentaires), d'informatique (dossiers dématérialisés partagés, télémedecine...), de luminaires (substitution de luminaires de type 1 par des éclairages de type 2, qui sont équipés de LED plus efficaces et moins coûteux en consommation d'énergie), et ce afin de répondre aux évolutions des pratiques professionnelles. Le coût de ces opérations est de 8 631.98 € HT. Un quatrième avenant, portait sur le fait que les professionnels médecins généralistes avaient demandé le rajout des prises dans quelques bureaux pour s'adapter aux tables de consultations électriques. Sur proposition de l'entreprise, il a été décidé de passer tous les luminaires en LED. Les modifications présentées impliquent une plus-value totale de 472.77 € HT soit une augmentation, avec le cumul des avenants, de 7.13 % du montant du marché qui passe ainsi de 288 665.49 € HT à 309 238.36 € HT.

Aujourd'hui, il est nécessaire d'effectuer des changements du fait de nouveaux besoins par poste de travail. Cela engendre une plus-value de 519.04 € HT.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrage demande le rajout d'une alimentation dans l'escalier de secours pour permettre la mise en place d'une caméra (361.29 € HT), ainsi que l'installation d'un vidéoprojecteur et d'un écran de projection dans la salle de réunion (3 730.46 € HT).

Les modifications présentées ci avant impliquent une plus-value totale de 4 610.79 € HT, soit une augmentation, avec le cumul des 5 avenants, de 8.72 % du montant du marché qui passe ainsi de 309 238.36 € HT à 313 849.15 € HT.

La Commission CAO en date du 5 juin 2018 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :**

N° et intitulé du lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
Lot 13 « Electricité »	5	4 610.79 € HT	SMEC

**60 - Marchés publics – Aménagement des abords du Pôle de santé pluridisciplinaire - LOT 1 « Terrassements, voirie, eaux pluviales, eaux usées et signalisation » - Avenant n° 2**

**M. SOUTIF expose :**

Par marché notifié le 24/05/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise STPO le marché pour les travaux d'aménagement des abords du pôle de santé pluridisciplinaire pour le lot 1 "Terrassements, voirie, eaux pluviales, eaux usées et signalisation» pour un montant de 729 323,66 € HT.

Un 1er avenant avait dû être passé afin remédier à différents problèmes rencontrés pendant le chantier. Il était nécessaire de rendre conforme aux DTU des caniveaux grilles le long des menuiseries extérieures du bâtiment. Par ailleurs, une terrasse sur devait être réalisée afin de remédier à un problème de pente pour l'évacuation des eaux pluviales. Il avait également été découvert que le réseau orange n'était pas assez profond nécessitant l'approfondissement du réseau existant avec des réparations de fourreaux abîmés. Enfin, l'installation future de la pharmacie proche du pôle de santé nécessitait différentes modifications. Ces opérations ont engendré une plus-value totale de 20 750.20 € HT, soit une augmentation de 2.85 % du montant du marché passé à 750 073.86 € HT.

Aujourd'hui, suite à des essais réalisés pour la mise en place d'un béton désactivé, il a été décidé de remplacer celui-ci par du béton érodé, afin d'avoir une meilleure résistance et moins d'arrachement sur la chaussée avec le passage des voitures et poids-lourds. Des granulats seront de type concassés et d'une résistance supérieure afin d'être poncés sur la chaussée (+ 35 502.00 € HT).

Par ailleurs, un caniveau doit être installé devant la façade principale de la pharmacie (+ 3 510.00 € HT).

Les modifications présentées ci avant, impliquent une plus-value totale de 39 012.00 € HT, soit une augmentation, avec le cumul des 2 avenants, de 8.19 % du montant du marché qui passe ainsi de 750 073,86 € HT à 789 085.86 € HT.

La Commission CAO en date du 5 juin 2018 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :**

N° et intitulé du lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
	2	39 012.00 € HT	STPO



Lot 1 « Terrassements, voirie, eaux pluviales, eaux usées et signalisation »			
--	--	--	--

**61 - Marchés publics – Restructuration et extension du cinéma Le Vox à Mayenne - LOT 10 « Peinture – Revêtements muraux et sols souples » - Avenant n° 3**

**M. LE SCORNET expose :**

Par marché notifié le 30/09/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise DURAND le marché de « Travaux de restructuration et d'extension du cinéma Le Vox à Mayenne LOT 10 : Peinture – Revêtements muraux et sols souples » pour un montant de 79 112,91 € HT.

Par un premier avenant, il avait été demandé le nettoyage des revêtements textiles et muraux, le remplacement de la toile du sous écran en salle 2, la mise en place d'un nouvel échafaudage, ainsi que des travaux de reprise de peinture et de sols en salle 1. Le montant de ces opérations était de 8 780.00 € HT, soit 11.10% du montant du marché passé à 87 892.91 € HT.

Par un deuxième avenant, il était nécessaire de reprendre la peinture de nouveaux radiateurs, remplacés en raison de la détection de fuites à l'occasion de la remise en service du chauffage. A été également peint la cloison provisoire cachant actuellement l'escalier du hall, toujours en travaux. Enfin, les sols des cabines de projection 1 et 2 ont dû être intégralement remplacés. Initialement il avait été décidé de les conserver, mais ils ont été considérablement dégradés lors des travaux de démolition. Les modifications présentées ont impliqué une plus-value de 2 965.00 € HT soit, avec le cumul des 2 avenants, une variation de 14.85 % du montant du marché passé ainsi de 87 892.91 € HT à 90 857. 91 € HT.

Aujourd'hui, il est demandé à l'entreprise d'intervenir partiellement sur la toile murale d'origine dans les salles 1 et 2, ainsi que de corriger des défauts au niveau du muret sous écran de la salle 1 et sur les bandes de côté de l'écran de la salle 3.

Les modifications présentées ci avant impliquent une plus-value de 2 170.00 € HT soit, avec le cumul des 3 avenants, une variation de 17.59 % du montant du marché qui passe ainsi de 90 857. 91 € HT à 93 027.91 € HT.

La Commission CAO en date du 19 juin 2018 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

**M. LE SCORNET** annonce la tenue de la commission sécurité demain matin et annonce le 2 juillet l'ouverture de la 3<sup>è</sup> salle avec un bal à 19h devant le cinéma et la diffusion du film « le bal ».

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté.**

**62 - Fourniture de titres de restauration (18FOU01) - Groupement de commandes - AO – Autorisation de signature du marché**

**M. BOISSEAU expose :**

Les marchés de fourniture de titres de restauration pour Mayenne Communauté et le CCAS (avec l'entreprise CHEQUE DEJEUNER) ne sont plus exploitables en raison du transfert des agents de la Ville de Mayenne vers Mayenne Communauté au titre de la gestion unifiée du personnel au 1<sup>er</sup> janvier 2018. De fait, l'accord-cadre passé avec le CCAS sera résilié au 1<sup>er</sup> août 2018 et celui de Mayenne Communauté atteindra son montant maximum en cours d'année 2018.

Par délibération en date du 29 mars 2018, le Conseil a autorisé la signature du groupement de commande du CCAS de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté pour le lancement d'une consultation sous

forme de procédure d'appel d'offres, afin d'assurer l'approvisionnement en titres de restauration du 1<sup>er</sup> août 2018 au 31 décembre 2020.

Les fournitures précitées feront l'objet d'un accord-cadre sans minimum avec maximum passé en application des articles 78 et 80 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant total des commandes est limité pour la durée du marché à un maximum défini comme suit pour chaque entité contractante :

	Montant maximum annuel	Montant maximum sur 2 ans et 5 mois
Mayenne Communauté	216 000.00 € HT	522 000.00 € HT
CCAS	26 400.00 € HT	63 800.00 € HT

Pour information, les besoins estimés pour les trois collectivités sont les suivants :

- Mayenne Communauté : 18 000.00 € par mois soit 344 agents bénéficiaires
- CCAS : 2 200.00 € par mois soit 41 agents bénéficiaires

La consultation du présent marché a été lancée le 5 avril 2018 (BOAMP, JOUE, sites internet de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté, plate-forme de dématérialisation).

La date limite de remise des offres a été fixée au 15 mai 2018 (6 entreprises ont téléchargé le dossier et 3 offres ont été reçues, toutes par voie dématérialisée).

La Commission d'Appel d'offres de Mayenne Communauté, coordonnateur du groupement de commandes, fixée au mardi 19 juin 2018, 10h, a désigné l'attributaire : UP (27/29, avenue des Louvresses, 92230 Gennevilliers).

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer le marché n°18FOU01 intitulé « Fourniture de titres de restauration », ainsi que les pièces s'y rapportant, avec l'entreprise UP.**

**Nettoyage des locaux de la piscine La Vague et du Pôle culturel Le Grand Nord à Mayenne (18SER20) - AO – Autorisation de signature du marché**

**M. BOISSEAU expose :**

Il a été décidé de lancer une consultation sous forme de procédure d'appel d'offres afin de confier les travaux d'entretien des locaux de La Vague et du Grande Nord à une entreprise spécialisée. Le marché est ainsi alloté :

- LOT 1 « Service d'entretien du centre aquatique La Vague »
- LOT 2 « Service d'entretien au Grand Nord »

Cette consultation a été lancée le 23 avril 2018 octobre 2017 (BOAMP, JOUE, sites internet de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté, plate-forme de dématérialisation).

La date limite de remise des offres a été fixée au 4 juin 2018 (12 entreprises ont téléchargé le dossier et 4 offres ont été reçues, dont 3 par voie dématérialisée).

La Commission d'Appel d'offres de Mayenne Communauté, fixée au mardi 19 juin 2018, 10h, a désigné un

attributaire pour le LOT 2 « Services d'entretien au Grand Nord » : l'entreprise ARMOR NETTOYAGE (Parc d'activité de la Teillais – 6, rue Jean-Gabriel Coquio – 35740 Pacé).

S'agissant du LOT 1 « Services d'entretien du Centre aquatique La Vague » et conformément à l'article 98 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, il a été décidé un classement sans suite. Dans le cas d'espèce, il apparaît nécessaire au pouvoir adjudicateur de redéfinir son besoin.

**M. BRODIN** : Il y avait une entreprise avant ce marché ?

**M. le Président** : Non a décidé qu'on ne garderait pas tout l'entretien en régie. On a eu une entreprise pour le nettoyage à la fin des travaux.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer le marché n° 18SER20 LOT 2 intitulé « Nettoyage des locaux du Pôle culturel Le Grand Nord à Mayenne », ainsi que les pièces s'y rapportant, avec l'entreprise ARMOR NETTOYAGE pour un montant annuel estimé de 60 314.40 € HT.**

**63 - Ressources Humaines - DST – création d'un poste d'agent technique et suppression du poste d'agent de maîtrise service des espaces verts**

**Mme MORIN expose :**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant le départ en mutation de l'adjoint du service espaces verts,  
Considérant la décision du jury de recrutement,

Considérant la nécessité de mettre en adéquation le grade du poste au grade de l'agent recruté,

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste d'adjoint technique à temps complet à compter du 1er septembre 2018 et supprime à cette même date un poste d'agent de maîtrise.**

**64 - Ressources Humaines - DEJS – Affaires scolaires - création d'un poste d'ATSEM**

**Mme MORIN expose :**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la décision de l'éducation nationale de poursuivre le dispositif d'accueil des enfants de moins de 3 ans à l'école Paul Eluard,

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste d'ATSEM à compter du 1er septembre 2018,**

**65 - Ressources Humaines - DG – SERE – création d'un poste d'adjoint administratif et suppression d'un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe**

**Mme MORIN expose :**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant le départ en mutation d'un agent de la SERE,  
Considérant la décision du jury de recrutement,

Considérant la nécessité de mettre en adéquation le grade du poste au grade de l'agent recruté,

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste d'adjoint administratif et supprime un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe à compter du 1er juillet 2018,***

<b>66 - Ressources Humaines - DST – VOIRIE – création d'un poste d'adjoint technique et d'un poste d'adjoint technique principal 2e classe et suppression de 2 postes d'adjoint techniques principal de 1ère classe</b>
---

**Mme MORIN expose :**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant le départ en retraite de 2 agents de la voirie,

Considérant la décision du jury de recrutement,

Considérant la nécessité de mettre en adéquation le grade du poste au grade de l'agent recruté,

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :***

- crée un poste d'adjoint technique et supprime un poste d'adjoint technique principal de 1ere classe à compter du 1er juillet 2018***
- et crée un poste d'adjoint technique principal 2e classe et supprime un poste d'adjoint technique principal de 1ere classe à compter du 1er septembre 2018,***

<b>67 - Ressources Humaines - DST – PRESTATIONS DE VOIRIE – création d'un poste d'adjoint technique et suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 1ère classe</b>
--

**Mme MORIN expose :**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant le départ en retraite d'un agent au service prestations de voirie,

Considérant la décision du jury de recrutement,

Considérant la nécessité de mettre en adéquation le grade du poste au grade de l'agent recruté,

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste d'adjoint technique et supprime un poste d'adjoint technique principal de 1ere classe à compter du 1er juillet 2018,***

**68 - Ressources Humaines - DAME – COLLECTE DES DECHETS – création d'un poste d'adjoint technique et suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 1ere classe**

**Mme MORIN expose :**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant le départ en retraite d'un agent au service Collecte des déchets,

Considérant la décision du jury de recrutement,

Considérant la nécessité de mettre en adéquation le grade du poste au grade de l'agent recruté,

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste d'adjoint technique et supprime un poste d'adjoint technique principal de 1ere classe à compter du 1er juillet 2018,***

**69 - Ressources Humaines - DEJS – animation jeunesse - Mayenne Communauté - Créations et suppression de poste suite à la réussite à concours**

**Mme MORIN expose :**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Après avis favorable du comité technique du 11 juin 2018,

Considérant l'organigramme des grades,

Considérant l'évolution des missions du coordinateur jeunesse,

Il vous est proposé de donner un avis sur le changement de l'organigramme concernant le poste de coordinateur service jeunesse, le grade maximal passerait d'adjoint d'animation principal de 1er classe (catégorie C) à animateur (catégorie B)

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste d'animateur à temps complet à compter du 1er juillet et supprime un poste d'adjoint d'animation principal de 2ème classe.***

**70 - Ressources Humaines - DRH – Créations et suppression de poste suite aux promotions internes**

**Mme MORIN expose :**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Après avis favorable du comité technique du 11 juin 2018,

Considérant l'organigramme des grades,

Considérant les avis de la Commission administrative paritaire du 23 mars 2018,

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée et supprime les postes suivants pour donner suite aux promotions internes :**

Grades	création	suppression
Professeur d'enseignement artistique de classe normale	1	0
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	0	1
Assistant de conservation	2	0
Adjoint du patrimoine de 2ème classe	0	2

## **71 - Ressources Humaines - DRH – Avancement de grades**

### **Mme MORIN expose :**

Vu l'article 49 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'avis émis favorable par le comité technique le 11 juin 2018,

Considérant qu'il appartient au conseil communautaire de déterminer le taux de promotion à appliquer sur l'effectif des agents promouvables pour l'avancement de grade dans les cadres d'emplois concernés de la collectivité,

Considérant l'accord pluriannuel,

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, fixe les ratios d'avancements de grades définitifs pour l'année 2018 pour Mayenne Communauté**

Cadre d'emplois	Grade d'avancement	Ratio (de 0 à 100)
Technicien	Technicien principal de 1ère classe	100%
Agent de maîtrise	Agent de maîtrise principal	100%
Adjoint technique	Adjoint technique principal de 1ère classe	11%
Adjoint technique	Adjoint technique principal de 2ème classe	55%
Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 2ème classe	100%
Adjoint administratif	Adjoint administratif principale de 1ère classe	70%
Rédacteur	Rédacteur principal de 2ème classe	40%
Rédacteur	Rédacteur principal de 1ère classe	100%
Adjoint d'animation	Adjoint d'animation principal de 1ère classe	40%

Attache de conservation	Attaché de conservation principal	100%
Adjoint du patrimoine	Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	20%
ATSEM	ATSEM principale de 1ère classe	50%
Agent social	Agent social principal de 1ère classe	50%
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe	60%

Pour les grades non listés ci-dessus le ratio est de 0%

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée et supprime les postes à temps complet correspondants pour prendre les avancements de garde :**

Grade	création	suppression
Agent de maîtrise principal	4	
Agent de maîtrise		4
Adjoint technique principal de 1ère classe	5	
Adjoint technique principal de 2ème classe	15	5
Adjoint technique territorial		15
Adjoint administratif principale de 1ère classe	10	
Adjoint administratif principal de 2ème classe		10
Rédacteur principal de 1ère classe	1	
Rédacteur principal de 2ème classe	1	1
Adjoint d'animation principal de 1ère classe	1	
Adjoint d'animation principal de 2ème classe		1
Attaché de conservation principal	1	
Attaché de conservation		1
Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	2	
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe		2
ATSEM principale de 1ère classe	4	
ATSEM principale de 2ème classe		4
Agent social principal de 1ère classe	2	
Agent social principal de 2ème classe		2
Auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe	3	
Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe		3

## **72 - Ressources Humaines - DST – BATIMENTS – création d'un poste d'adjoint technique et suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 1ère classe**

### **Mme MORIN expose :**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant le départ en retraite d'un agent au service bâtiments,

Considérant la décision du jury de recrutement,

Considérant la nécessité de mettre en adéquation le grade du poste au grade de l'agent recruté,

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste d'adjoint technique et supprime un poste d'adjoint technique principal de 1ère classe à compter du 1er juillet 2018, sous réserve de l'avis du CTP.***

### **73 - Aménagement - Élaboration du PLUi - Application du décret du 28 décembre 2015 sur la présentation du règlement**

**M. VALPREMIT :** Je vous remercie d'être encore là. Ca ne vaudra pas une photo dans la presse, comme pour le sujet concernant le SCOT, où il faut mieux s'exprimer contre que travailler pour. Vous êtes restés, vous avez raté une soirée avec votre conjoint. Vous pourrez transmettre mes salutations à M. Delahaye qui avait sûrement mieux à faire. J'ai engagé une baby-sitter pour rester avec vous ce soir. Ça reste un petit peu en travers son départ. Il y a deux ans, pour le décès de ma mère, j'étais là la veille de sa sépulture, j'ai fait l'effort d'être là pour l'intérêt collectif et je ne suis pas là uniquement pour l'intérêt particulier de ma commune.

#### **M. VALPREMIT expose :**

Après l'arrêt du SCOT, Mayenne Communauté entame la phase suivante d'élaboration du PLUi.

Compte tenu de la date de lancement de notre PLUi, nous gardons juridiquement le choix de s'en tenir aux anciennes écritures du règlement soit d'appliquer le nouveau décret du 28 décembre 2015. Ce choix doit passer formellement par un vote.

Si les documents d'urbanisme existants sur notre territoire sont rédigés sous l'ancienne formule, il y a un réel intérêt à opter pour le nouveau contenu du règlement.

Cette nouvelle rédaction permet en effet de disposer d'outils plus adaptés pour :

- redonner du sens et de la lisibilité à nos projets d'aménagement en lien avec nos ambitions pour le territoire à compter de 2020. La priorité est donnée à un urbanisme de projet, le règlement devra s'adapter aux enjeux qui seront définis dans le PADD
- sécuriser certaines pratiques innovantes
- enrichir la palette d'outils à disposition de notre collectivité et nous apporter plus de souplesse
- créer de nouvelles dispositions notamment pour répondre aux enjeux de mixité sociale et fonctionnelle et lutter contre l'étalement urbain.

Le nouveau règlement se voulant plus souple, il est restructuré en 3 chapitres établis à partir de la nomenclature de la loi ALUR et répondent chacun à une question avec des articles désormais tous facultatifs :

- l'usage des sols et la destination des constructions : destinations, sous-destinations, usages, natures d'activités et mixte : où puis-je construire ?
- les caractéristiques urbaines, architecturales, naturelles et paysagères : volumétrie, implantation, espaces non bâtis, stationnement : comment prendre en compte mon environnement ?
- les équipements et réseaux : comment-je m'y raccorde ?

Suite à la présentation faite lors de la réunion du 16 mai 2018, il est proposé au bureau et au Conseil communautaire à suivre de valider l'application du décret pour le PLUi en cours et donc, la nouvelle rédaction du règlement.

Vu le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015,

Vu le code de l'Urbanisme et notamment les articles R. 151-1 à R. 151-55.



Vu la délibération du 16 décembre 2015 de la CC du Horps Lassay prescrivant l'élaboration d'un PLUi sur son territoire, fixant les objectifs et les modalités de la concertation,  
Vu la délibération du 17 décembre 2015 de la CC du Pays de Mayenne prescrivant l'élaboration d'un PLUi sur son territoire, fixant les objectifs et les modalités de la concertation,  
Vu les délibérations de Mayenne Communauté en date des 14 janvier 2016 et 9 mars 2017 confirmant l'élaboration de ce PLUi sur l'ensemble du périmètre de la nouvelle communauté - créée par l'arrêté préfectoral de décembre 2015 - ainsi que les objectifs poursuivis, les modalités de concertation du public et de collaboration avec les communes membres définis précédemment,

Considérant que les nouvelles dispositions du Code offre à Mayenne Communauté des outils clarifiés et simplifiés pour mettre en œuvre le projet d'urbanisme de son territoire,

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- **valide que l'ensemble des articles R. 151-1 à R. 151-55 du code de l'urbanisme, dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016, soit applicable au PLUi de Mayenne Communauté**
- **et donne tous pouvoirs à Monsieur le Président pour signer tout document et accomplir toute formalité nécessaire à la gestion de ce dossier.**

<b>74 - Prise de participation de Mayenne Communauté au capital de la société anonyme d'économie mixte Laval Mayenne Aménagements</b>
---

**M. VALPREMIT expose :**

La Ville de Laval, Laval Agglomération et le Département de la Mayenne sont actionnaires de la société anonyme d'économie mixte Laval Mayenne Aménagements. Créée en 1956, la SEM Laval Mayenne Aménagements est un outil de l'action locale ayant pour objet d'accompagner les porteurs de projets publics (collectivité territoriale, établissement public....) et privés (société, association) pour la conduite d'opérations de construction ou d'aménagement.

La particularité de cette société réside dans la composition de son capital, lequel est détenu à hauteur de 75,60 % par les collectivités territoriales et le groupement précités. Revêtant la forme d'une société anonyme, les organes institutionnels sont également contrôlés, à titre principal, par des représentants des personnes publiques actionnaires.

Des partenaires bancaires (Caisse des Dépôts et Consignations, Crédit Mutuel, Caisse d'Epargne, Crédit Agricole...) détiennent ensemble 24,40 % du capital de la société.

Actuellement, la société poursuit la réalisation de 38 projets de construction, de réhabilitation et de développement économique urbain. Il s'agit par exemple :

- De la gestion du futur pôle santé en cours d'achèvement sur Mayenne, acquis auprès de Mayenne Communauté
- De la réhabilitation d'un bâtiment industriel en pôle artisanal à Evron et de son exploitation,
- De la gestion de bâtiments industriels tels que Thalès à Laval ou Mann+Hummel à Louverné.

Par délibération en date du 18 janvier 2018, le Conseil d'administration de la SEM Laval Mayenne Aménagements a approuvé un nouveau plan stratégique.

Les orientations déterminées doivent permettre de répondre à de nombreux enjeux de développement du territoire Mayennais, parmi lesquels :

- Le renforcement de l'accompagnement des porteurs de projet dans le domaine de l'immobilier d'entreprise,
- L'accompagnement des collectivités territoriales en matière de construction et/ou de réhabilitation d'équipement public, notamment dans le domaine de la santé,

- L'aménagement, avec en priorité le renouvellement urbain des centres-bourgs,
- Le soutien en matière d'ingénierie (gestion de patrimoine,...).

Afin de permettre à la SEM Laval Mayenne Aménagements de renforcer ses moyens d'intervention sur le territoire Mayennais, son conseil d'administration a validé le principe d'une augmentation du capital de la société. Cette procédure est également l'occasion d'intégrer de nouveaux actionnaires en ouvrant le capital, notamment, à tous les établissements publics de coopération intercommunale du département de la Mayenne.

C'est pourquoi LMA a saisi Mayenne Communauté par courrier le 24 janvier dernier pour une prise de participation à hauteur de 50 000€. Le bureau communautaire du 20 février a donné un avis de principe favorable, sous réserve que, en cas de liquidation de la société, la responsabilité de la collectivité soit uniquement engagée à hauteur de son apport au capital, ce que LMA nous a confirmé par un courrier le 18 mai dernier. Cette participation a par ailleurs été inscrite au budget primitif 2018 de Mayenne Communauté.

**M. LE SCORNET** : On augmente le capital de la SEM ! C'est donc une très bonne chose si ça permet d'augmenter ses fonds propres.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (M. TRANSON ayant voté contre), valide le principe d'une prise de participation à la SEM Laval Mayenne Aménagements qui se traduirait par une entrée au capital à hauteur de 50 000 €, soit un peu plus de 1% du capital de la société.**

## 75 – Aménagement – Site Patrimonial Remarquable – Composition de la Commission Locale

### M. VALPREMIT expose :

Les communes de Jublains et Lassay-les-Châteaux sont couvertes par une Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP) qui sont devenues des Sites Patrimoniaux Remarquables.

Les 2 communes ont fait connaître à Mayenne Communauté leur souhait de faire évoluer les règles de ces zones voire leur périmètre.

La loi imposant au préalable d'instituer et de consulter la commission locale des SPR, le Conseil Communautaire en date du 1<sup>er</sup> mars 2018, a décidé la mise en place de cette commission unique pour les deux sites patrimoniaux remarquables de Lassay-les Châteaux et Jublains,

Comprenant les membres de droit suivants : M. Le Président de Mayenne Communauté, MM. les Maires de Lassay-les-Châteaux et de Jublains, M. Le Préfet, M Le Représentant de la DRAC et Mme l'Architecte des Bâtiments de France en Mayenne, la Commission dispose aussi d'un collège de membres désignés par le Conseil Communautaire représentant les communes et l'EPCI, titulaires (et suppléants):

- Mayenne Communauté : Antoine Valprémit (Daniel Landemaine)
- Jublains : Nathalie Hubert (Alain Rondeau)
- Lassay-Les-Châteaux : Michel Rigouin (Gérard Le Royer)

De plus, le Conseil Communautaire avait décidé de proposer à l'avis du Préfet la désignation :

- de représentants des associations suivantes :
  - Association du Patrimoine du Pays de Mayenne (1 titulaire et 1 suppléant)
  - Office de Tourisme (1 titulaire et 1 suppléant)
  - et Association des amis du Château de Lassay (1 titulaire et 1 suppléant)
- et des personnes qualifiées suivantes :
  - Conseil Architecture Urbanisme et Environnement 53 (1 titulaire et 1 suppléant)
  - Architecte des petites cités de caractère (1 titulaire et 1 suppléant)
  - et Service Patrimoine du Conseil Départemental (1 titulaire et 1 suppléant)

Suite à cette Consultation, les services de M Le Préfet nous ont fait savoir qu'il convenait pour ces 2 dernières catégories de désigner nommément les représentants en respectant pour le dernier collège des compétences techniques reconnues.

Nous avons sollicité des associations des candidatures qui nous sont revenues rapidement.

En revanche, pour ce qui concerne les personnes qualifiées, des échanges ont été nécessaires afin de concilier une représentation équitable des différents services au regard des enjeux à défendre. Vous noterez que l'on n'a pas pu garder de représentant des Petites Cités de Caractères car seul leur architecte remplissait les exigences de l'Etat en matière de qualifications or il ne pouvait pas se rendre disponible pour cette mission. C'est pourquoi il est proposé d'intégrer une personne du service de l'inventaire des Pays de Loire qui mène une mission actuellement sur Lassay les Châteaux.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire de valider la composition définitive.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- **propose la mise en place d'une commission locale unique pour les deux sites patrimoniaux remarquables de Lassay-les-Châteaux et Jublains avec la composition suivante :**
- **Pour Les membres de droit :**
  - M. Le Président de Mayenne Communauté
  - MM. les Maires de Lassay-les-Châteaux et de Jublains,
  - M. Le Préfet de la Mayenne,
  - M Le Représentant de la DRAC
  - Mme l'Architecte des Bâtiments de France en Mayenne.
- **Pour Le collège des membres désignés par le Conseil Communautaire représentant les communes et l'EPCI,**
  - La CC de Mayenne Communauté : Antoine VALPREMIT en qualité de titulaire et Daniel LANDEMAINE en qualité de suppléant.
  - La commune de Jublains : Nathalie HUBERT en qualité de titulaire et Alain RONDEAU en qualité de suppléant.
  - La commune de Lassay-Les-Châteaux : Michel RIGOUIN en qualité de titulaire et Gérard LE ROYER en qualité de suppléant.
- **Pour Les représentants des associations :**
  - Association du Patrimoine du Pays de Mayenne : Mme Nicole CREUSIER en qualité de titulaire et Françoise THOUANEL en qualité de suppléante.
  - Office de Tourisme de la Vallée de Haute Mayenne : M Alain LEGROS en qualité de titulaire et Mme Blandine GESLOT en qualité de suppléante.
  - Association des Amis du Château de Lassay : Mme DE MONTALEMBERT en qualité de titulaire et Mme THELIER en qualité de suppléante.
- **Pour Les personnes qualifiées :**
  - Benoit DESVAUX architecte DPLG au CAUE de la Mayenne (titulaire) et Anaïs ROHFRIETSCH, architecte HMONP, au CAUE de la Mayenne (suppléante)
  - Anne BOCQUET Service Recherche et Monuments Historiques CD 53 (titulaire) et Alice ARNAULT Service des Musées CD 53 (suppléante)
  - Marion SEURE Chercheuse, Service de l'Inventaire Région Pays de La Loire (titulaire) et Nicolas FOISNEAU chercheur à l'Inventaire CD 53 (suppléant)
- **précise que la présente délibération sera notifiée à la Préfecture de la Mayenne ainsi qu'à la Direction Régionale des Affaires Culturelles et à l'Architecte des Bâtiments de France. Elle fera en outre l'objet d'un affichage au siège de Mayenne Communauté et en mairie des communes concernées**

- *et autorise M le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à cette constitution et à signer toutes les pièces y afférant.*

**76 - Convention entre Mayenne Communauté et le Conseil Départemental – Intervention sur notre territoire des éducateurs de prévention de l'association Sauvegarde Mayenne-Sarthe**

**M. COISNON expose :**

Par délibération du 12 avril 2018, Mayenne Communauté a décidé de l'attribution d'une subvention de 23 300 € à l'association Sauvegarde Mayenne-Sarthe pour l'intervention d'éducateurs de prévention à Mayenne.

Or, la Sauvegarde Mayenne-Sarthe intervient sur notre territoire au titre d'une convention avec le département de la Mayenne dans le cadre de la protection de l'enfance et de la jeunesse.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :***

- *autorise le Président à signer une convention avec le Département au titre de l'intervention des éducateurs de prévention*
- *et verse les 23 300 € au Conseil Départemental après signature de la convention.*

**77 - Finances – Budget annexe des déchets ménagers – Exercice 2018 – Admission en non-valeur de divers produits intercommunaux**

**Mme MORIN expose :**

Monsieur le Comptable Public nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil communautaire, trois bordereaux de produits de redevances déchets ménagers se rapportant aux exercices 2014 à 2018 pour total de 1 488,65 €.

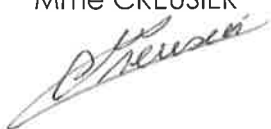
Les sommes dont il s'agit n'ayant pu être recouvrées en raison d'une situation d'irrecouvrabilité des trois débiteurs il convient, pour régulariser la comptabilité intercommunale, de les admettre en non-valeur. Cette dépense totale de 1 488,65 € sera prélevée à l'article c/6542 (créances éteintes) du budget de l'exercice en cours.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (M. CHOUZY ayant voté contre) autorise l'admission en non-valeur des créances ci-dessus pour un montant de 1 488,65 € au budget annexe déchets ménagers.***

\*\*\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 h 55.

Vu, la Secrétaire,  
Mme CREUSIER



Vu, le Président  
Michel ANGOT

